



Etude sur les Aspirations des Jeunes pour le Burundi de demain

Gira iyo uva n'iyu uja

Synthèse des résultats

Par le Centre d'Alerte et de Prévention des Conflits en partenariat avec Interpeace

Janvier 2018

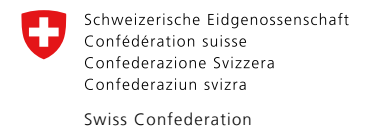


Etude sur les Aspirations des Jeunes pour le Burundi de demain

Gira iyo uva n'iyo uja

Synthèse des résultats

Par le Centre d'Alerte et de Prévention des Conflits
en partenariat avec Interpeace



Equipe du CENAP

CENAP & Interpeace

Aspirations des Jeunes pour le Burundi de demain : synthèse des résultats

Charles Ndayiziga

Directeur

Carine Nshimirimana

Responsable des Finances & Administration

Tatien Nkeshimana

Chercheur

Reginas Ndayiragije

Chercheur

Jean Marie Ndiokubwayo

Chercheur Audio-visuel

Amina Karinganire

Assistante administrative

Jean Baptiste Bigirimana

Agent administratif

Libérate Nakimana

Directrice-Adjointe

Serge Ntakirutimana

Chercheur

Benoît Birutegusa

Chercheur

Amandine Inamahoro

Chargée de Communication, suivie & évaluation

Landry Nshimiye

Chercheur Audio-visuel

Concilie Nininahazwe

Assistante Financière

Audace Niyonzima

Chauffeur

Publié en Janvier 2018

ISBN : **978-9966-1665-9-3**

Copyright : © **CENAP et Interpeace 2018. Tous droits réservés**

Cover photo: **Cenap / Mwaro-Gisozi**

La reproduction de courts extraits de ce rapport est autorisée à la condition que la source originale soit correctement référencée, incluant le titre du rapport, l'auteur et l'année de publication. L'autorisation d'utiliser ce rapport en entier ou en partie peut être accordée par écrit. En aucun cas le contenu ne peut être altéré ou modifié, incluant les légendes et citations. Les publications du CENAP et Interpeace ne reflètent aucun agenda à caractère politique. Les opinions exprimées ne représentent pas nécessairement les vues du CENAP ou d'Interpeace mais les personnes consultées. Pour des autorisations ou informations complémentaires, merci de contacter cenap@cenap.bi ou eca@interpeace.org.

REMERCIEMENTS

Cette publication est le fruit d'un travail de longue haleine de l'équipe du CENAP avec la collaboration des collègues de Interpeace grâce auxquels cette publication a pu se réaliser dans les meilleures conditions.

Cette publication est l'aboutissement d'une recherche conçue et conduite dans une période politique mouvementée, ce qui a rendu encore plus exigeant notre sens habituel du devoir et des responsabilités. La recherche n'a pas la prétention d'être parfaite, cependant notre équipe est convaincue d'avoir fait le mieux possible pour que soient capturées les réalités profondes du pays. Ainsi, ce travail sur la vision de la jeunesse de son futur permettra d'alimenter le débat sur la base de connaissances authentiques.

Le CENAP souhaite remercier toutes les personnalités qui ont apporté leur coopération en vue de garantir une bonne administration de l'enquête dans le pays, les autorités publiques, les responsables des établissements scolaires, sans oublier les jeunes qui sans hésitation se sont prêtés au questionnaire.

Nos remerciements s'adressent aussi aux membres du Comité de pilotage et du Groupe de réflexion pour leur accompagnement tout au long du processus.

Nous remercions également les donateurs pour leur précieux soutien.

Nous osons espérer que chaque partie prenante pourra trouver dans cette publication des idées et des informations utiles et restons ouvert à toute personne ou institution que cette recherche aura pu intéresser.

Charles NDAYIZIGA

Directeur du CENAP

SIGLES ET ABBREVIATIONS

CENAP	: Centre d'Alerte et de Prévention des conflits
CEPGL	: Communauté Economique des Pays des Grands-Lacs
COMIBU	: Communauté Islamique du Burundi
EAC	: Communauté de l'Afrique de l'Est
ETP	: Ecole des Travaux Publics
FG	: Focus Groupe
ISTEEBU	: Institut de statistiques et d'études économiques du Burundi
ITAB	: Institut Technique Agricole du Burundi
NTC	: Nouvelles technologiques de la communication
RGPH	: Recensement Général de la Population et de l'Habitat
RDC	: République Démocratique du Congo
UNESCO	: Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture
UPS	: Unités Primaires de Sondage
ZD	: Zone de dénombrement

TABLE DES MATIÈRES

Pour parcourir ce document, cliquez sur le titre correspondant dans la table des matières.

Pour retourner à la table des matières, cliquez sur un numéro de page.

3	REMERCIEMENTS
9	A. INTRODUCTION
11	B. APPROCHE MÉTHODOLOGIQUE
11	1. Outils de collecte
12	2. Domaine géographique de l'étude
12	3. Population cible
12	4. Critères d'inclusion et d'exclusion des jeunes
13	5. Échantillonnage
13	6. Taille et tirage de l'échantillon
14	7. Méthode de tirage de l'échantillon
15	8. Pondération
15	C. RESULTATS
19	I. ASPIRATIONS AU BIEN-ETRE
19	1. Aspiration à vivre et grandir en paix
21	2. Aspiration au bien-être matériel
23	3. Aspirations à l'essor économique du pays
25	4. Emplois préférés
31	II. ASPIRATIONS AU DEVELOPPEMENT DES CONNAISSANCES
31	1. Perceptions sur l'importance des études
32	a. Disparités selon le milieu
33	b. Perspectives des filles
34	c. Estimation des compétences reçues

35	2. Abandons et échecs scolaires
35	a. Problème de pauvreté
36	b. Poids des responsabilités domestiques et grossesses non désirées
36	c. Perte des liens de la solidarité traditionnelle
37	3. Compétences numériques
37	a. Connaissances informatiques
38	b. Usage du téléphone portable et connexion à Internet
39	4. Langues et mobilités
39	a. Compétences linguistiques
40	b. Connaissance des langues utilisées dans l'EAC
40	5. Mobilité régionale
<hr/>	
45	III. COMPÉTENCES HUMAINES, VALEURS MORALES ET CIVIQUES
45	1. Patriotisme et identité
45	a. Fierté patriotique
48	b. Attachement à l'identité
48	2. Adhésion aux valeurs ancestrales, morales et civiques
50	3. Respect de l'autorité
50	4. Traitement équitable et intégrité
50	5. Engagement politique
53	6. Engagement associatif
54	7. Accès à l'information
<hr/>	
57	IV. VALEURS D'ÉGALITÉ ENTRE FILLES ET GARÇONS
57	1. Égalité devant l'héritage
58	2. Égalité devant les devoirs domestiques
59	3. Égalité des responsabilités
<hr/>	
60	D. CONCLUSION ET PROPOSITIONS DE PISTES D' ACTIONS

60	1. Pistes d'actions
60	Aspirations à vivre et grandir en paix
61	Aspirations matérielles et économiques
61	Aspirations au développement des connaissances
61	Perspectives professionnelles
62	Développement de compétences dans les nouvelles technologies
63	Ouverture et intégration régionale
63	Développement des compétences humaines, engagement actif et participation citoyenne
64	Engagement dans des partis politiques
64	Accès à l'information
64	Conception de l'égalité entre les sexes
65	2. Les pistes d'actions les plus prioritaires
<hr/>	
67	ANNEXES
67	Annexe 1 : Liste des Focus Groups consultés
68	Annexe 2 : Nombre de Jeunes interviewés par province lors de la collecte de données quantitatives
69	Annexe 3 : Cartographie de la collecte de données
69	Annexe 4 : Bibliographie

A. INTRODUCTION



Photo 1 : Stade Prince Louis Rwagasore - Campagne de mobilisation des jeunes pour la culture de la Paix au Burundi

Mars 2017, Bujumbura

Le Burundi est un petit pays de 27 834 km² avec une population estimée à 10.114.505 d'habitants dont 50% sont âgés de moins de 17 ans et les 2/3 de moins de 25 ans¹. Selon les projections, la population en âge de travailler aura augmenté de 96.7% en 2030² alors que le taux de chômage actuel est de 50% chez les moins de 30 ans³.

En dépit de cette importance qu'ils représentent pour le Burundi de demain, dans bien de recherches sur les enjeux du futur, leur voix sont souvent absentes. Cette étude leur donne prioritairement la parole pour qu'ils s'expriment sur leurs aspirations au bien-être, aux connaissances et aux valeurs humaines, qui leurs permettront d'envisager leur avenir avec compétence, assumer leurs rôles et responsabilités futures tout en les engageant activement dans un processus de réflexion sur le futur souhaité pour la paix et le développement durable et à partager une vision commune.

L'étude fait suite à des idées issues des groupes de dialogue avec des jeunes dans des communes et milieux scolaires et académiques. Elle fait suite également à une autre recherche de même nature, dont les résultats ont été publiés par le CENAP et Interpeace, sous un rapport intitulé "Autoportrait du Burundi", sur les attentes et aspirations pour la paix durable au Burundi (2008). Le Burundi sortait d'un long conflit, et les principales aspirations des burundais consultés dans le pays et dans la diaspora exprimaient principalement des attentes de dividendes de la paix. Les idées issues de ces consultations ont inspiré des actions touchant notamment aux jeunes, dont la question du chômage et du sous-emploi. Plus de 15 ans après la fin du conflit, l'idée est revenue au devant de la scène, dans des consultations au sein des groupes de dialogue avec des adultes et avec des jeunes, de prendre du recul et d'explorer à nouveau les défis contemporains et les perspectives pour le futur, en donnant la priorité à la voix des jeunes, qui prendront la relève de demain.

1 ISTEERU, Projection de la population. Projections démographiques 2010-2050, <http://www.isteebu.bi/index.php/publications/rapports-d-enquetes/projection-de-la-population>

2 ISTEERU, Rapport des projections démographiques 2008-2030, p.18), <http://www.isteebu.bi/images/rapports/projection%20de%20la%20population%20bdi%202008-2030.pdf>

3 Economic Commission for Africa, Country Profile - Burundi, March 2017, page ix, https://www.uneca.org/sites/default/files/uploaded-documents/CountryProfiles/2017/burundi_cp_eng.pdf.

Tel sera le contenu des résultats de cette recherche, placée dans le cadre du programme CENAP-INTERPEACE, “*GIRA IYO UVA N'IYO UJA*“, du nom d’une bénédiction que les grandes personnes donnent aux enfants, et qui veut dire, “*aies des origines, aies un futur*”⁴.

Avant de plonger dans le contenu des résultats, il est utile de rappeler que l’étude a été conduite au sortir des élections de 2015, qui ont été marquées par une crise qui a sollicité la sensibilité des jeunes et perturbé leur quiétude.

⁴ Focus Groupe, Université Lumière de Bujumbura (Bujumbura Mairie), Mars 2017

B. APPROCHE MÉTHODOLOGIQUE

Pour conduire cette étude, une approche combinant trois méthodes de recherche a été privilégiée. En premier lieu, une revue documentaire a permis d’affiner la méthodologie, confectionner les outils et enrichir l’analyse. Une phase de collecte des données sur le terrain a ensuite permis de mesurer les différents indicateurs au sein de la population. Elle s’est faite à l’aide d’une enquête quantitative pour mesurer les niveaux et les structures du phénomène et d’une enquête qualitative afin de trouver des explications sur le niveau des indicateurs et des perceptions et aspirations des jeunes sur le monde d’aujourd’hui.

1. Outils de collecte

Pour conduire cette recherche, un questionnaire quantitatif et un guide de relance pour les groupes de discussions ont été élaborés et utilisés.

Pour le volet quantitatif, le questionnaire élaboré a été programmé sur Smartphone fonctionnant sous androïde à l’aide de l’application mobile « Csentry » du logiciel CSPRO 6.3. Il est constitué essentiellement de questions fermées et semi-ouvertes permettant d’appréhender les différents niveaux d’indicateurs.



Photo 2 : Collecte des données quantitatives par Smartphone à Kajaga, Bujumbura, Mars 2017

Pour le volet qualitatif, le guide pour les relances au cours des discussions en groupes était constitué de questions ouvertes permettant de recueillir le maximum d'informations sur les aspects retenus. Afin d'avoir accès à l'intégralité des propos des personnes enquêtées, des enregistreurs numériques ont été utilisés.

2. Domaine géographique de l'étude

Comme cette étude est d'ampleur nationale, la collecte des données a été menée dans toutes les 18 provinces du pays. Le pays avait été stratifié en 4 régions et Bujumbura Mairie en référence au découpage couramment utilisé dans les enquêtes d'envergure nationale :

- Nord : Kayanza, Kirundo, Muyinga et Ngozi ;
- Centre-Est : Cankuzo, Gitega, Karusi et Ruyigi ;
- Ouest : Bubanza, Cibitoke, Bujumbura et Muramvya ;
- Sud : Bururi, Makamba, Mwaro, Rutana et Rumonge ;
- Bujumbura : Bujumbura Mairie.

3. Population cible

Le groupe cible de l'étude est constitué de jeunes de 15 à 29 ans habitants sur le territoire national. L'échantillon a été tiré de façon à ce que toutes les couches de la population de 15-29 ans soient représentées. Les Focus Groupes (FG) ont été réalisés auprès des jeunes choisis de manière que les groupes formés soient aussi homogènes que possible et qu'ils permettent à tous les participants de s'exprimer sans complexe en tenant compte du genre et la scolarisation.

4. Critères d'inclusion et d'exclusion des jeunes

Inclusion	Exclusion
1. Etre âgé de 15 – 29 ans ;	1. Ne satisfait pas aux critères d'éligibilité ;
2. Résident dans un ménage situé dans la zone d'enquête sélectionnée ;	2. Tout jeune qui a déjà été interviewé à la pré-enquête ou ailleurs, dans le cadre de cette étude. La zone de pré-enquête a été choisie parmi celles qui n'avaient été sélectionnées ;
3. Vivant dans le ménage depuis au moins 6 mois ;	
4. Avoir consenti volontairement à participer aux interviews et/avoir reçu l'autorisation de son parent/ tuteur (pour les moins de 18 ans) pour participer aux interviews.	3. Tout jeune qui n'a pas consenti à participer aux interviews ou pour lequel les parents ou tuteurs n'ont pas donné l'autorisation de participer

5. Échantillonnage

L'objectif était de concevoir un échantillon pouvant fournir des estimations statistiquement correctes au niveau national et régional, mais aussi, produire les résultats plus ou moins fiables selon les caractéristiques de base considérées. Pour le volet qualitatif, la compréhension des attitudes, des perceptions et des comportements peut se passer d'une telle exigence. A ce niveau, on cherche plutôt la saturation de l'information.

6. Taille et tirage de l'échantillon

La méthodologie d'échantillonnage adoptée est le sondage aléatoire stratifié par grappe à deux degrés, à probabilités inégales.

Dans le cas d'un sondage aléatoire, la première question à résoudre est la taille de l'échantillon. Une taille importante améliore la précision des résultats.

Forte contrainte de coût : soit T le budget total de l'enquête et c le coût unitaire de remplissage d'un questionnaire. Alors l'expression de la taille n s'écrit $n = T/c$.

Faible contrainte de coût : dans ce cas, la condition importante est l'amélioration de la précision des résultats. Si on veut estimer la moyenne de Y à L près, alors on écrit $L = 2\sqrt{\hat{V}(\hat{Y})}$ avec un niveau de confiance de 95%. Où « L » représente la marge d'erreur absolue. Le développement conduit à

$$n = \frac{N}{1 + \left(\frac{NL^2}{4s^2}\right)} \cdot n = N \frac{1}{1 + \left(\frac{NL^2}{4s^2}\right)}$$

L'élément inconnu ici est S^2 . On peut l'estimer, soit à partir d'une variable corrélée à la variable d'étude, déterminée dans une autre enquête ou d'une enquête traitant directement de la variable cible.

Après développement de cette expression, la taille de l'échantillon quantitatif nécessaire pour assurer la représentativité des données est calculée à travers la formule suivante :

$$n = (z^2) (r) (1-r) (f) (k)/(e^2)$$

où :

- n est la taille de l'échantillon, c'est-à-dire le nombre d'individus à enquêter;
- z est la statistique qui définit le niveau de confiance requis,
- r est une estimation de l'un des indicateurs clés à mesurer lors de l'enquête;
- f est l'effet imputable à la conception de l'échantillon (*deff*), suppose comme étant de 2,0 (valeur par défaut);
- k est le multiplicateur visant à tenir compte du taux prévu de non-réponse;

- e la marge d'erreur à ne pas dépasser.

Les valeurs retenues pour ces paramètres sont les suivantes :

- La statistique z à utiliser devrait être de 1,96 pour un degré de confiance de 95 % ;
- Comme on n'a pas à notre connaissance une valeur antérieure de l'indicateur sur la satisfaction dans le domaine, nous avons retenu, provisoirement 50% comme valeur par défaut ;
- La valeur par défaut de l'effet imputable à la conception de l'échantillon est habituellement considérée comme étant de 2,0, à moins que les données empiriques provenant d'enquêtes précédentes ou d'enquêtes semblables ne conduisent à retenir une autre valeur. Or, aucune enquête récente, à notre connaissance, n'a calculé cette valeur. Nous avons retenu donc la valeur 2,0 ;
- Pour la marge d'erreur, il est généralement recommandé de considérer une marge d'erreur 5%. Nous retenons une marge d'erreur relative de 5 % de r (valeur couramment retenue).

Avec tous ces paramètres, la taille minimale suffisante de l'échantillon quantitatif s'élève à 768 jeunes à enquêter.

- Le multiplicateur de non-réponse, k , doit être choisi à la lumière de l'expérience acquise à cet égard. Comme il y a très peu de risque de ne pas avoir un membre de ménage ou un représentant éligible qui pourrait répondre, nous retenons un taux de non-réponse maximal de 7 %. Ce multiplicateur k prendra donc une valeur de 1,07. Le nombre de jeunes à rechercher sur le terrain est de 822 jeunes de 15-29 ans.

La tranche de 15-29 ans représente 30% de la population totale selon les projections démographiques de 2016, soit $4.7 \times 0.294 = 1.39$ jeunes de 15-29 ans par ménage en moyenne. Ainsi, les 822 jeunes pourront être trouvés dans $822/1.39 = 590$ ménages.

Pour une représentativité jusqu'au niveau des 5 régions, la taille à chercher est de $590 \times 5 = 2950$ ménages, correspondant à 4110 jeunes. Néanmoins, la taille minimale recherchée pour la représentativité nationale et régionale des indicateurs est de **$768 \times 5 = 3840$ jeunes.**

7. Méthode de tirage de l'échantillon

Le plan de sondage adopté est celui d'un sondage aléatoire stratifié par grappe à deux degrés, avec probabilités inégales. Pour réaliser le tirage des unités, il a été fait recours à la méthode systématique. Au premier degré, des Zones de Dénombrement (ZD), telle que définie au RGPH 2008, ont été sélectionnées comme des unités primaires de sondage (UPS).

Par souci de représentativité de l'information dans toutes les provinces et régions, une allocation strictement proportionnelle de l'échantillon pouvait conduire à de très faibles échantillons de ménages urbains dans certaines zones. Ainsi, en plus de la stratification par région, deux autres niveaux de stratifications ont été considérés pour plus de représentativité : la province et le milieu

de résidence. Chaque province et chaque milieu de résidence a donc, été enquêté. Cela fait que la probabilité de tirage d'un jeune n'était pas la même. Des coefficients de redressement (coefficients de pondération) ont été calculés et incorporés dans la base de données pour assurer la représentativité globale et régionale de l'échantillon.

Au total, 158 ZD dont 72 ZD en milieu urbain (soit 46%) et 86 ZD en milieu rural (soit 54%) ont été enquêtées au premier degré. Au deuxième degré, un échantillon de 18 ménages a été sélectionné par ZD échantillon, correspondant, en moyenne à 26 jeunes de 15-29 ans. Le mode de tirage systématique a été, encore une fois, utilisé.

8. Pondération

Des coefficients de pondération ont été calculés et ajoutés au fichier de données avant l'analyse. Ils sont calculés comme étant l'inverse de la probabilité de sélection de chaque jeune échantillonné, calculés au niveau de chaque degré de sondage. Ces coefficients de pondération ont été ensuite normalisés par un facteur constant de manière que le nombre total extrapolé soit égal au nombre total non-pondéré. Dans la pratique, cela revient à rapporter les fréquences calculées dans l'enquête aux proportions issues des données du recensement qui sont considérées comme les probabilités réelles des individus. Les critères pris en compte pour le calcul de ces coefficients sont : l'âge, le sexe, le niveau d'instruction, la province, la région et le milieu de résidence.

C. RESULTATS

1. La première partie présente les aspirations au bien-être ;
2. La seconde partie aborde les aspirations au développement des connaissances ;
3. La troisième porte sur les compétences humaines et civiques ;
4. La quatrième partie aborde la question de la conception de l'égalité de genre
5. La cinquième partie présente les conclusions



Photo 3 : Activités d'une association communautaire d'épargne et de crédit, Rumonge, Janvier 2017

ASPIRATIONS AU BIEN-ETRE

1

I. ASPIRATIONS AU BIEN-ETRE

Cette partie présente les principaux désirs de bien-être qui rencontrent les jeunes au moment de l'enquête.

1. Aspiration à vivre et grandir en paix

Dans la hiérarchie des besoins exprimés par les jeunes, *vivre et grandir "juste en paix"* vient en tête avec 57,3% des intentions exprimées. Plus qu'une aspiration, ce choix traduit avant tout un état d'esprit des jeunes en ce moment précis, plus prononcé en milieu urbain (58.7%) qu'en zones rurales (56.4%). Au moment de l'enquête, le contexte était marqué par des facteurs de stress politiques et sécuritaires, consécutifs aux élections de 2015. Dans ce contexte, la majorité des jeunes se projettent dans le futur avec optimisme, certes, mais tout en restant vigilants. Car *"même si la situation reste plus ou moins bonne, nous le Burundi de demain, nous devons veiller à ne pas retourner en arrière"*⁵. *Leur rêve est de vivre et grandir dans un pays à l'abri*

*de la peur, réconcilié définitivement avec son passé*⁶. En zones rurales, les jeunes disent souvent qu'ils ne connaissent pas de problèmes de paix et de sécurité (*"à l'internat on ne voit rien de ce qu'on entend"*⁷), mais sont préoccupés par le discours ambiant et les risques de retour en arrière qui résonnent dans leurs oreilles: *"même à l'heure où je vous parle, vous pouvez entendre de mauvaises choses à la radio"*⁸. Et cela les inquiète d'autant que les conflits *"reviennent inlassablement"*⁹ et pour certains *"depuis la naissance"*¹⁰. Le principal élément perturbateur, c'est entendre *"l'ethnie revenir sur*



Photo 5 : Les enfants sont pris en photo dans une rue du quartier Kanyosha, Bujumbura, Février 2017



Photo 4 : Recherche qualitative sur les "Aspirations des jeunes pour le Burundi de demain", Focus Groupe ETP de Gitega, Gitega, Mars 2017

5 Focus Groupe, Jeunes non scolarisés de Giteranyi (Muyinga), Mars 2017.

6 Focus Groupe, Jeunes non scolarisés de Mugina (Cibitoke), Mars 2017

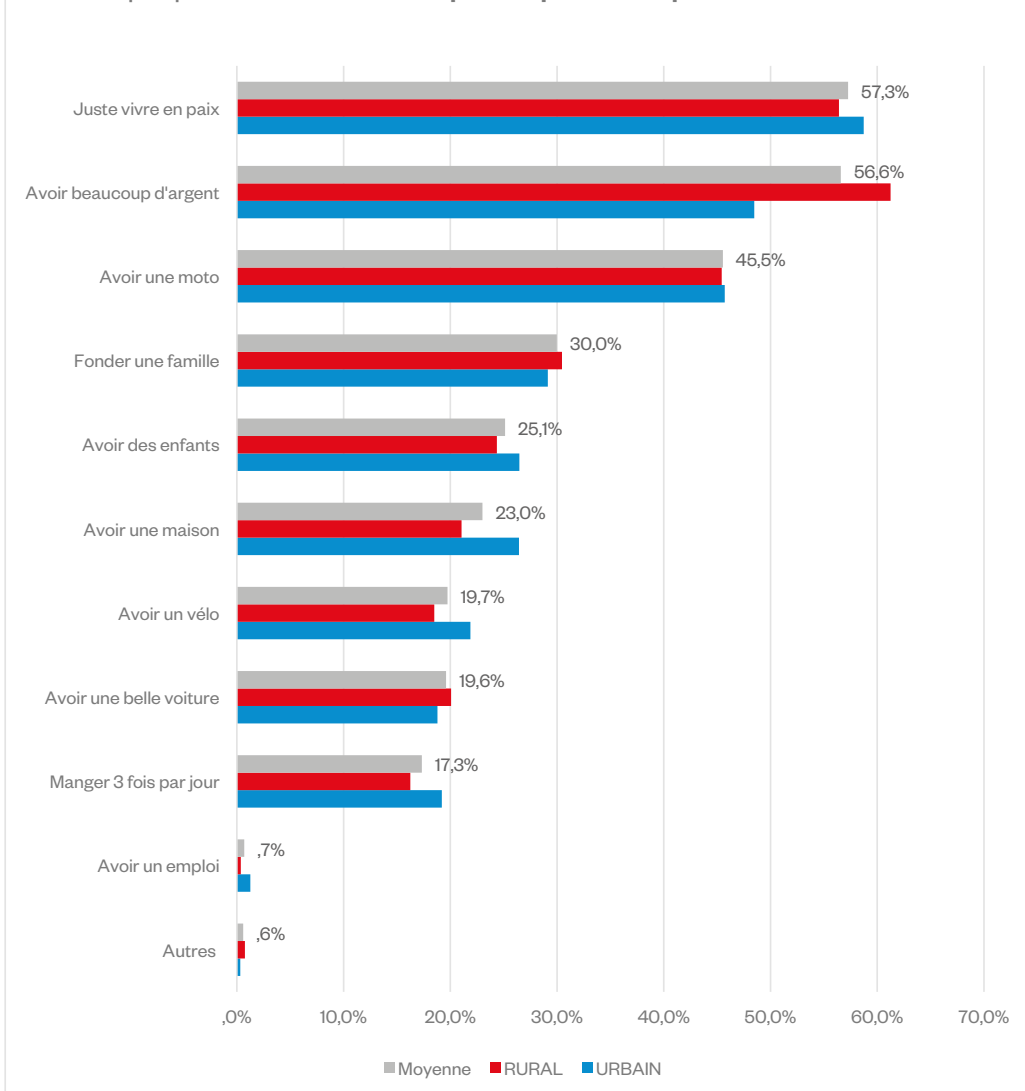
7 Focus Groupe, Jeunes non scolarisés de Giteranyi (Muyinga), Mars 2017

8 Focus Groupe, Jeunes non scolarisés de Ruyigi (Ruyigi), Mars 2016

9 Focus Groupe, Jeunes non scolarisés de Rutana (Rutana), Mars 2017

10 Focus Groupe, Lycée de Muyaga (Cankuzo), Mars 2016

Graphique 01 - Les choses les plus importantes pour se sentir heureux



la scène de l'actualité¹¹. On parlait aussi d'ethnie avant, ce n'était pas un problème, disent-ils, «on n'y attachait pas d'importance»¹². Un mot résume tout, «*twarahamutse / nous avons été traumatisés [par les événements du passé]*»¹³. Les moins jeunes parmi eux sont nés en 2002 et ont donc grandi avec la crise de 1993, les plus jeunes sont nés dans une ère nouvelle presque post-conflit (2002). Ils reçoivent des récits divergents sur les événements douloureux à caractère ethnique, par leur parents qui jouent le rôle de dépositaires de la mémoire et qui parfois appellent à maintenir la douleur «*en éveil*»¹⁴. La

11 Focus Groupe, Lycée de Busiga (Ngozi), Mars 2017

12 Focus Groupe, Université Lumière de Bujumbura (Bujumbura Mairie), Mars 2017

13 Focus Groupe, Lycée Notre Dame de l'Annonciation de Bukeye (Muramvya), Mars 2017

14 Focus Groupe, Université Lumière de Bujumbura (Bujumbura Mairie), Mars 2017

compétition des narratives ethniques du conflit se fait au détriment de l'identification des jeunes dans un destin partagé. Certains jeunes, à force d'écouter de tels récits, «*grandissent dans le passé des divisions ethniques et ramènent ce passé dans le présent*»¹⁵. D'autres affirment en être immunisés, capables de «*discerner ce qui est bien de ce qui ne l'est pas*»¹⁶. Enfin, l'autre source de préoccupation concerne les périodes électorales, devenues pour eux synonyme de tensions et de violences. **Leur aspiration est de voir éclore « un Burundi exempt des divisions politiques qui ont à maintes reprises mené le pays au bord du gouffre »**¹⁷.

2. Aspiration au bien-être matériel

Si la première aspiration est totalement immatérielle, cela ne veut pas dire que les jeunes n'aspirent pas au bien-être matériel comme les autres. On voit qu'à ce sujet, **avoir beaucoup d'argent** compte presque autant que la paix et la sécurité (56,6%), voire plus en zones rurales (61,2%). Mais cela semble très relatif, si on regarde la hiérarchisation des besoins matériels. Ainsi par exemple, **avoir une moto (45,5%) est de loin plus important qu'avoir une belle voiture (19,6%)**. Plus étonnant encore, **avoir un vélo passe avant la voiture (19,7%)**. On le voit ici, les jeunes font des choix simples, qu'ils jugent sans doute à leur portée. Cela ne veut pas dire qu'ils n'aimeraient pas avoir une belle voiture, mais beaucoup n'en ont jamais vue dans leurs familles, voire dans leurs milieux de résidence. Mais les deux roues leur semblent plus accessibles, et si on les écoute bien, ils envisagent en faire un outil de travail, un taxi-moto ou taxi-vélo, gagner un peu d'argent, fonder une famille, construire une maison, joindre les deux bouts du mois. Ce n'est donc pas une finalité en soi. Pour eux, «*la moto peut assurer un revenu de 15 000 francs burundais par jour*¹⁸ si on en fait un taxi, en plus c'est un moyen de déplacement rapide, mais ce n'est pas la multiplication des motos qui va apporter le développement aux jeunes», ils aspirent à des transformations profondes qui leur permettraient de s'épanouir économiquement (*15 000BIF ni menshi ku muntu aba adafise akazi keza, ni igikoresho ciza co kwiyunguruza kandi kinyaruka, ariko iterambere si ukugwiza ama motos...*)¹⁹.

Ce qui renvoie à un autre phénomène étonnant, la place de **l'emploi, qui occupe la dernière place** dans la hiérarchie des priorités (0,7%): «*ce n'est un secret pour personne, les jeunes négligent l'emploi*»²⁰. En réalité, «*il faut d'abord se convenir sur ce qu'on appelle emploi*»²¹, car les jeunes voient tout de suite autour d'eux des gens qui travaillent mais gagnent très peu. Mais, ils reconnaissent aussi que certains jeunes ont acquis la mauvaise habitude de penser qu'on peut avoir facilement de l'argent, en comptant sur des soutiens d'autres personnes (*twaramugaye twibaza ko hari abazodufasha tukaronka amahera*)²²

15 Focus Groupe, Jeunes non scolarisés de Rutana (Rutana), Mars 2017

16 Idem

17 Focus Groupe, Lycée Sainte Thérèse de Gitega (Gitega), Juin 2016 ; Focus Groupe, Petit Séminaire de Dutwe (Ruyigi), Juin 2016 ; Focus Groupe, Jeunes de Cibitoke (Cibitoke), Mai 2016 ; Focus Groupe, Universités de Bujumbura, Juin 2016.

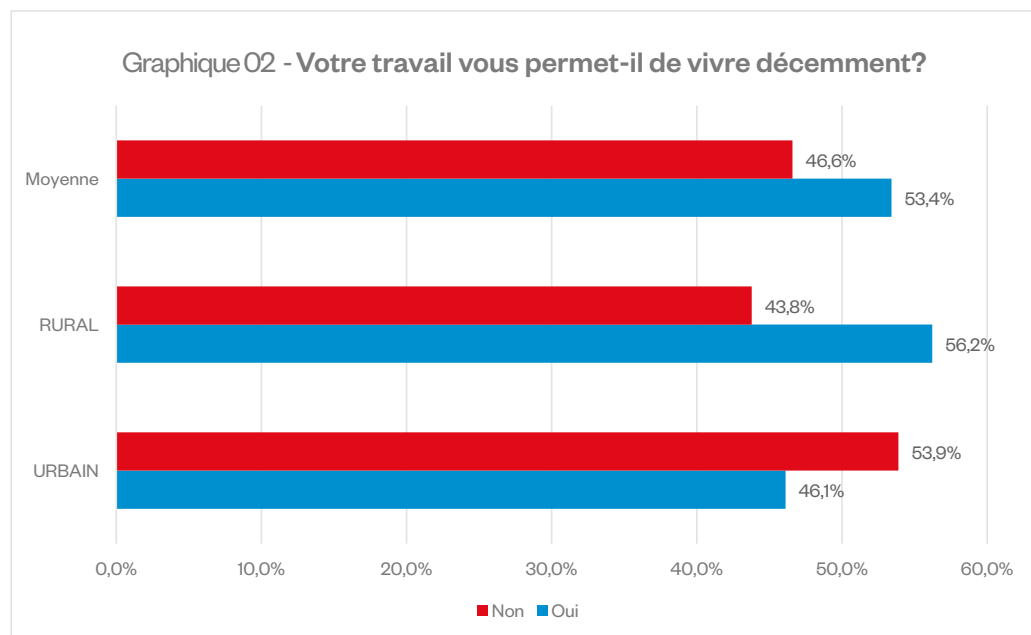
18 15 000 francs burundais = 8.5 dollars américains

19 Focus Groupe, Jeunes de Bujumbura-Mairie, Novembre 2017

20 Idem

21 Idem

22 Idem



Sur le plan individuel, on vient de voir que les jeunes semblent développer des comportements adaptatifs, et des capacités de résilience, qui s'accommodent de bien peu de choses. Car en dépit de la pauvreté dont ils parlent souvent, il n'empêche que ceux qui sont déjà dans la vie active sont plus ou moins contents de ce qu'ils gagnent dans la vie. **61,7% déclarent même épargner pour le futur**, et 88,5% aspirent à devenir membre d'une coopérative. Autrement dit, ici aussi, leurs besoins matériels sont simples: avoir le minimum vital (*aho umuntu wese ashobora kwibeshaho, abure vyinshi mugabo aronke ibimutungu, atarinze gusabiriza*). En fait, ce **sentiment de satisfaction se rencontre principalement dans les zones rurales (56,2%) et beaucoup moins en milieu urbain (46,1%)**. Et comme une coïncidence, **le niveau des jeunes qui aspirent à manger trois fois (3) par jour est plus élevé en milieu urbain (19,2%) qu'en milieu rural (16,3%)**. Un signe qui laisse penser que les conditions d'existence sont plus difficilement supportables en milieu urbain. Le **niveau de satisfaction est aussi plus élevé parmi les jeunes sans instruction et les moins instruits**, alors qu'il tend vers zéro avec le niveau d'instruction. Ainsi, il est plus élevé chez les sans instruction (59,7%), et ceux qui ont le niveau primaire (56,9%), alors qu'il est en dessous de la moyenne chez ceux du secondaire (47,5%), et nul chez les jeunes ayant un niveau universitaire (0%).



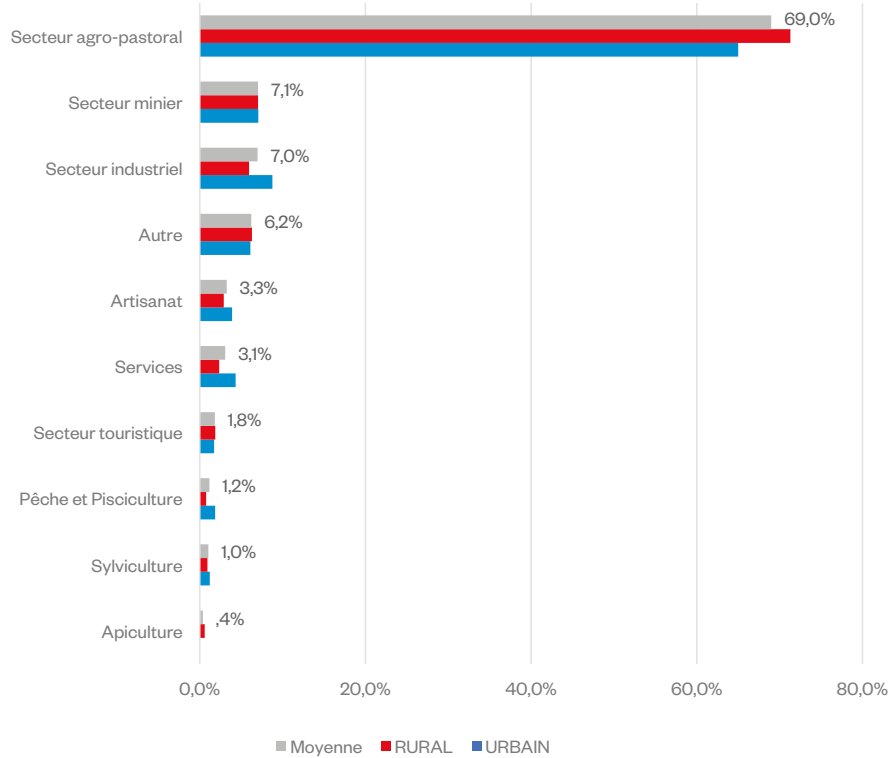
Photo 6 : Dans la vallée de la rivière Mubarazi, une femme collecte du bois, Muramvya, Novembre 2015

3. Aspirations à l'essor économique du pays

On peut dire que la majorité des jeunes semblent relativement satisfaits de la vie, à l'exception de ceux qui ont un niveau d'instruction supérieur qui ne s'adaptent pas du tout aux conditions d'existence. Mais **si les jeunes semblent se satisfaire de peu dans leurs aspirations matérielles et économiques, ils n'ignorent pas qu'un autre monde meilleur est possible** et aspirent à l'épanouissement économique et social du pays.

Ainsi, 69% d'entre eux croient que le pays pourra atteindre un plein essor, en misant principalement sur son potentiel agricole et pastoral. Ils sont convaincus qu'on peut vaincre la faim et les aléas climatiques avec un peu plus d'ingéniosité - plus que les autres pays moins gâtés par la nature, produire en surplus, nourrir sa propre population et exporter le reste dans les autres pays, et ainsi créer du travail et des richesses et augmenter le volume des recettes. En dehors de l'agriculture et de l'élevage, les jeunes ne semblent pas faire grand cas des autres secteurs prometteurs, dans le futur du développement économique, notamment le secteur minier qui est sous les projecteurs de l'actualité de ces dernières années.

Graphique 03 - Secteur économique le plus prioritaire



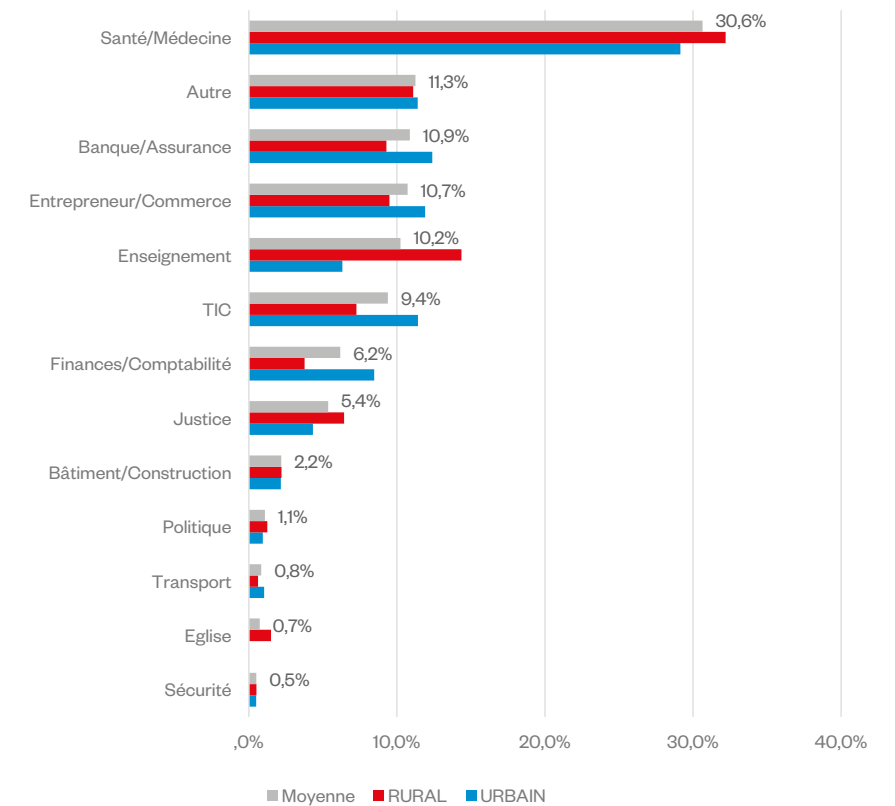
4. Emplois préférés

Les jeunes ont été interrogés sur le profil des emplois auxquels ils aspirent après leurs études. Ceux qui ont déjà choisi des filières professionnelles ou facultés ont presque une trajectoire prévisible. Pour d'autres, ils peuvent encore creuser leur sillon et choisir en fonction de leurs désirs.

La majorité des jeunes aspirent à travailler dans le secteur médical (30,6%) et les filles sont plus nombreuses que les garçons, 37,6% contre 23,2%. Pour ceux qui aspirent à la médecine, les probabilités de réaliser leurs rêves sont aujourd'hui très minces. En 2016, sur 915 candidats qui se sont présentés au concours, seul un tiers a pu être inscrit, étant donné qu'il n'y a que trois facultés de médecine et un nombre total de 300 places par an²³.

Mais les jeunes qui rêvent de porter la blouse blanche ne cherchent pas forcément à devenir médecins. Dans les groupes de discussion, c'est surtout l'école paramédicale qui revient au bout des lèvres.

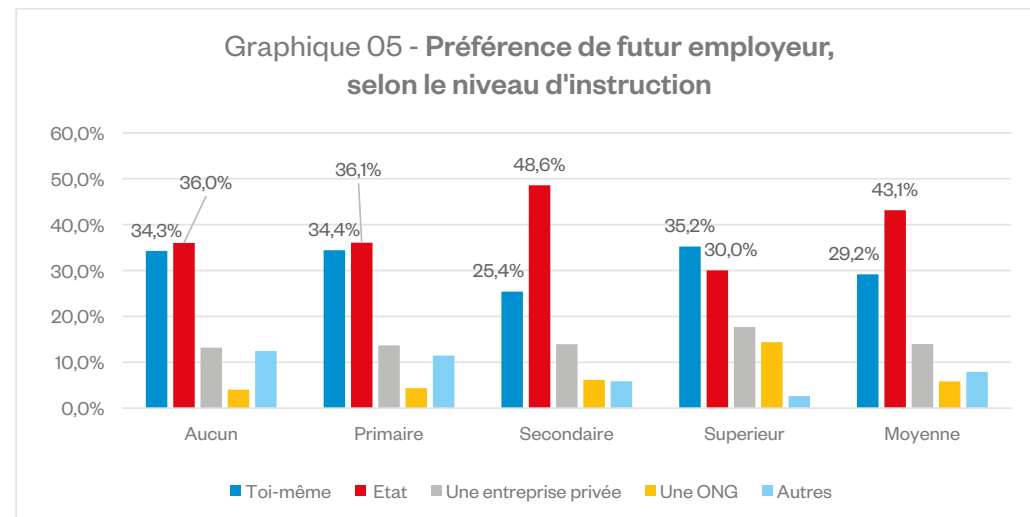
Graphique 04 - A la fin de vos études, vous comptez travailler dans quel secteur?



23 Publication de Presse Burundaise, Faculté de Médecine au Burundi: Concours d'entrée, <http://www.ppbdi.com/index.php/ubumwe/imibano/1219-faculte-de-medecine-au-burundi-concours-d-entree>

Soigner les malades est la motivation principale, surtout parce que dans leur imaginaire, c'est elle qui donne accès à un emploi plus attractif²⁴. Une jeune fille avoue "avoir pleuré" lorsqu'elle a appris qu'elle avait été orientée ailleurs²⁵. Mais il y a aussi d'autres considérations extra-professionnelles, une bonne perception du niveau de vie du personnel médical et paramédical, des avantages sociaux, des soins gratuits, les élèves paramédicaux qui seraient bien traités avec notamment trois repas par jour alors que dans les lycées "ils n'ont pas droit au petit déjeuner"²⁶. Dans ce secteur, le besoin d'augmenter le nombre de professionnels existe: les dernières données disponibles indiquent qu'il existe au Burundi 40 hôpitaux publics, 735 centres de santé avec un "personnel technique (médical et paramédical) insuffisant en quantité et en qualité dans la plupart des niveaux du système de santé, 15.937 agents dont 5.957 infirmiers, 418 médecins, sages femmes et autres personnels d'appui"²⁷

Après le domaine médical, les jeunes des zones rurales choisissent le métier d'enseignant (14,4%) contrairement à ceux du milieu urbain qui ne sont que 6.3%. Ces derniers aspirent plus aux banques et assurances (12,4%) contre seulement 9.3% dans les zones rurales. Des choix différents mais faits en fonction des emplois que les jeunes voient dans leur environnement.



24 Focus Groupe, Lycée de la COMIBU de Kayanza (Kayanza), Mars 2017

25 Focus Groupe, Lycée de la Convivialité de Kanyosha (Bujumbura Mairie), Mars 2017

26 Focus Groupe, Ecole normale Supérieure, (Bujumbura Mairie), Mars 2017

27 Observatoire National des Ressources Humaines en Santé au Burundi, Profil de ressources humaines en santé du Burundi, Janvier 2012, p.13, http://www.nationalplanningcycles.org/sites/default/files/planning_cycle_repository/burundi/profil_rh_vf_22_janvier_20121.pdf

La carrière politique attire très peu les jeunes (1,1%), suivie de la sécurité avec 0.5%. On peut s'étonner de ce manque d'intérêt pour le secteur de sécurité qui offre non seulement des opportunités de carrière, mais aussi des formations aux métiers, y compris dans des domaines d'expertise. Une des explications selon les jeunes est que tout compte fait, les corps de sécurité ne seraient pas bien payant, au vu des risques du métier aujourd'hui (Abajejwe umuteno bahembwa amahera make ugereraniye n'ingorane bashobora kugira, sinoja mu bisata vy'umutekano ndavye uko ubu ibintu vyifashe)²⁸

Concernant leur futur statut professionnel, la majorité des jeunes envisagent de devenir des salariés de l'Etat (43.1%). Cependant, les jeunes appréhendent des obstacles de favoritisme dans l'accès au marché du travail étatique et proposent qu'il y ait « une politique transparente d'orientation des chercheurs d'emploi »²⁹. Le gouvernement a créé l'Office Burundais de l'Emploi et de la Main d'œuvre OBEM en janvier 2015, en charge d'exécuter le Programme National l'Emploi avec entre autres missions de « canaliser toutes les offres et les demandes d'emplois des secteurs public et privé et les mettre à la disposition du public d'emploi »³⁰.

En dehors de l'Etat, le niveau de ceux qui aspirent à travailler à leur propre compte est notable, surtout parmi ceux du niveau d'enseignement supérieur (35.2%) et ceux du niveau primaire (34.4%).

Parmi eux, certains nourrissent des idées ambitieuses, telles que fonder une entreprise, mais aussi des idées simples, comme de petits métiers "plus rémunérateurs comme le taxi-moto"³¹ où "les clients ne feront pas défaut"³². Les cas d'autres jeunes "qui ont terminé les études mais qui font le taxi-moto" semblent susciter des envies d'imitation³³.

28 Focus Groupe, Jeunes de Bujumbura-Marie, Novembre 2017

29 Focus Groupe, Lycée communal de Kibago (Makamba), Juin 2016

30 Décret N°100/92 du 31 Mai 2010 portant création, organisation et fonctionnement d'une agence burundaise pour l'emploi des jeunes ABEJ

31 Focus Groupe, Jeunes non scolarisés de Mugina (Cibitoke), Mars 2017

32 Focus Groupe, Université Lumière de Bujumbura (Bujumbura Mairie), Mars 2017

33 Focus Groupe, Lycée de la COMIBU de Kayanza (Kayanza), Mars 2017

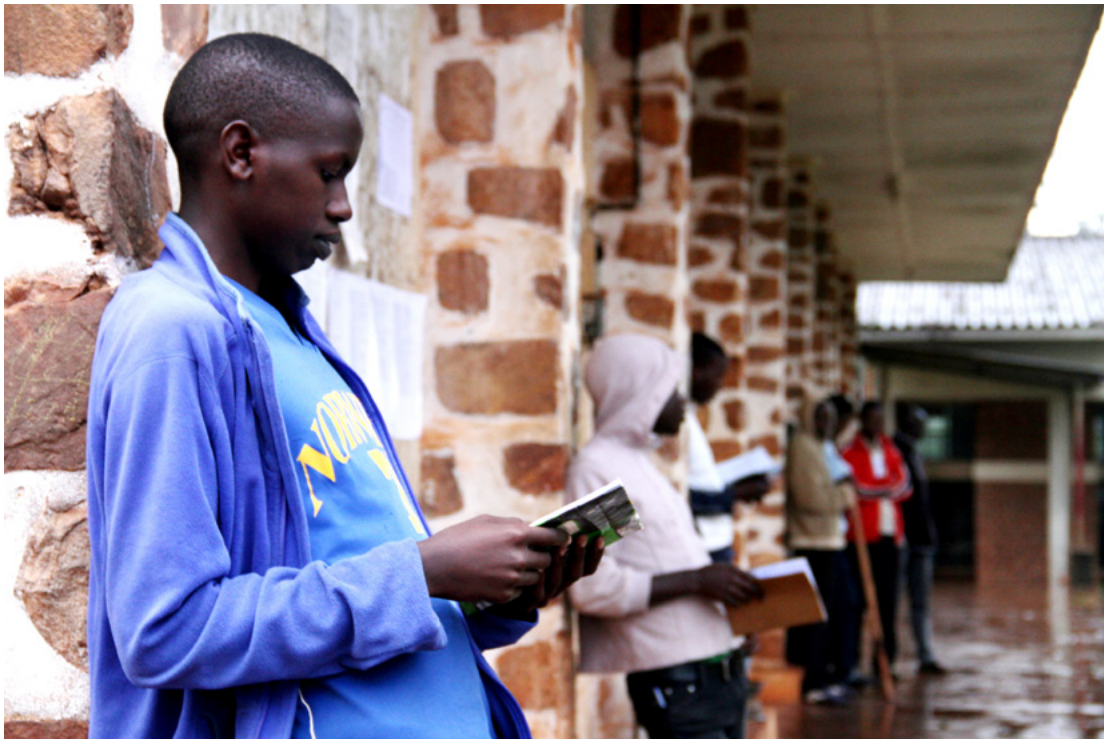


Photo 7 : Un moment de révision de la matière dans la cour de l'ITAB de Karuzi, Karuzi, Mars 2017

ASPIRATIONS AU DEVELOPPEMENT DES CONNAISSANCES

2



Photo 8 : Séance de cours dans une école fondamentale de Bugendana, Gitega, Janvier 2015

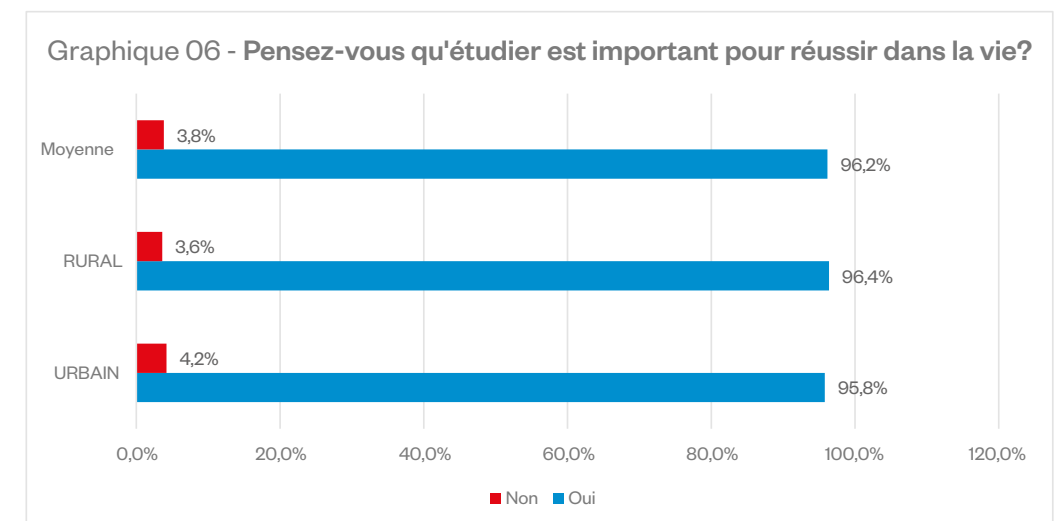
II. ASPIRATIONS AU DEVELOPPEMENT DES CONNAISSANCES

Cette partie s'intéresse aux compétences éducatives acquises pour que les jeunes puissent avoir des capacités qui leur permettront de faire face aux défis de la vie et satisfaire leurs aspirations.

1. Perceptions sur l'importance des études

Ce chapitre donne des informations sur le niveau de satisfaction et des aspirations des jeunes dans ce domaine, les freins et les contraintes qu'ils rencontrent sur leur chemin.

Pour les jeunes, *“Udukwi umutama azocana aba yadusenye akiri muto /le bois dont on aura besoin pour faire du feu pendant sa vieillesse, on le ramasse dans le jeune âge”*³⁴. Autrement dit, demain se prépare aujourd'hui, et l'éducation est une base essentielle.



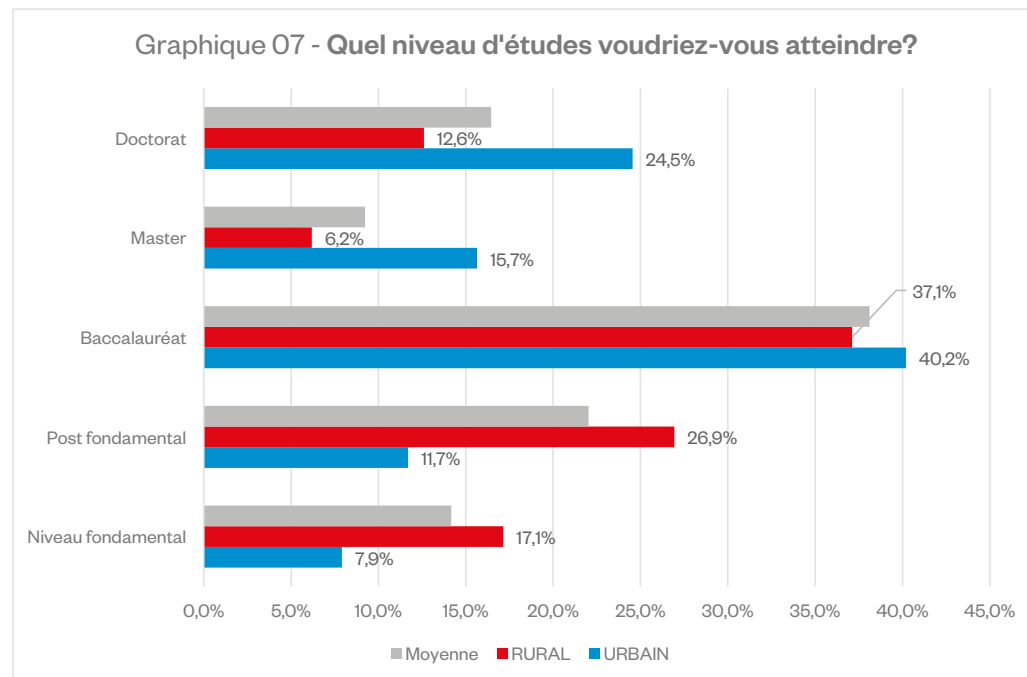
³⁴ Idem

Ainsi, (95,8%) déclarent attacher beaucoup d'importance aux études, y compris en zones rurales où le taux est même légèrement supérieur (96,4%) à celui du milieu urbain (95,8%).

a. Disparités selon le milieu

Les jeunes aspirent à faire des études, parfois plus poussées, mais *les niveaux que les jeunes veulent atteindre sont variables selon le milieu de vie*. Ainsi, on voit que dès le niveau fondamental, *des écarts se projettent déjà entre les jeunes du milieu urbain et ceux des zones rurales*. On voit que le niveau des jeunes du milieu urbain qui aspirent au niveau fondamental est faible (7,9%) contre 17,1% des zones rurales qui se satisferaient de ce niveau. Au niveau post-fondamental les écarts se creusent encore plus, le niveau des jeunes des zones rurales qui visent ce niveau atteint presque 30%, contre 11,7% en milieu urbain.

Parmi les raisons avancées, les jeunes qui n'ont pas l'intention d'aller plus loin rejettent la responsabilité à la mauvaise qualité de l'enseignement dans les écoles communales, et au système fondamental lui-même baptisé « *Mforoma ntabe* », c'est-à-dire, *forme-moi pour que je retourne être livré à moi-même chez-moi à la maison*³⁵. Le nouveau système fondamental a fusionné le cycle primaire avec les 3 premières années de l'ancien système secondaire, pour permettre l'accès à la scolarisation du plus grand nombre possible d'enfants³⁶. L'enseignement fondamental vise également le développement des potentialités des élèves en vue d'acquérir un niveau d'instruction suffisant pouvant leur permettre



35 Focus Groupe, Lycée Muyaga (Cankuzo), Mars 2017

36 Décret-loi N°1/19 du 10 septembre 2013 portant Organisation de l'Enseignement de Base et Secondaire

soit de poursuivre les études, soit de s'intégrer dans la formation professionnelle, soit de s'insérer dans la vie socio-économique. Ainsi, les moyennes exigées pour avancer sont très basses jusqu'en 9ème, et les salles de classes sont pleines avec parfois jusqu'à 100 élèves par classe ce qui impacte la qualité de l'enseignement.

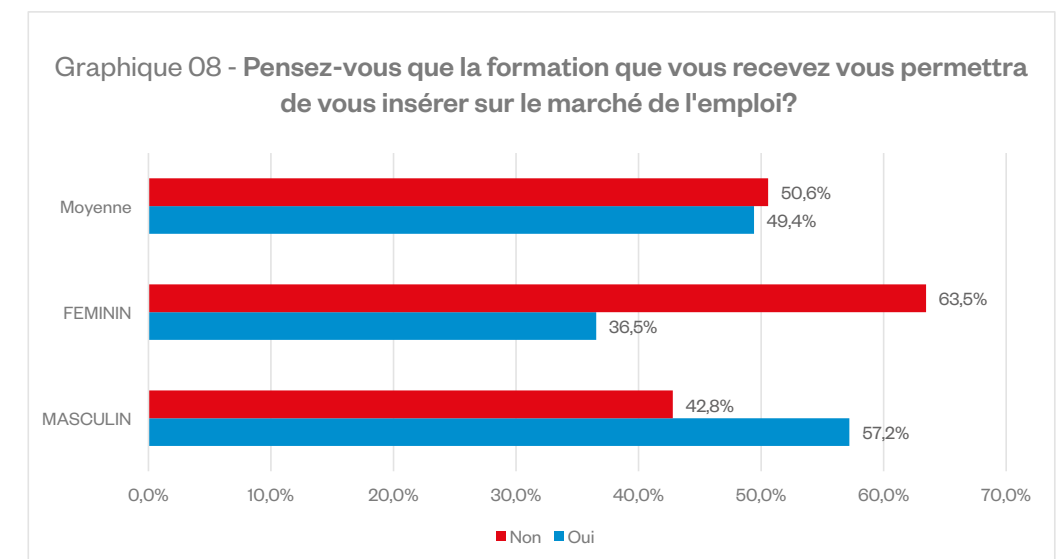
b. Perspectives des filles

Au niveau fondamental, 15,3% des filles et 8,2% des garçons désirent déjà arrêter l'école. Ces écarts semblent maintenus au niveau post fondamental, avec 23,5% de filles et 18,2% de garçons qui ne voudraient pas aller au-delà. Le nombre de filles voulant s'arrêter à ce niveau est très important (un écart de presque 5% par rapport aux garçons). Si on avance encore, les tendances se renversent car 42,4% de garçons veulent s'arrêter après le baccalauréat contre 40,3% de filles seulement. Mais seulement 12,2% de filles aspirent à une formation doctorale contre 20,5% de garçons. *D'une manière générale, on voit que les filles n'aspirent pas à de très longues études contrairement aux garçons.*



Photo 9 : Dans une classe terminale de l'Ecole des Travaux Publics, une seule fille, Gitega, Mars 2017

Les responsabilités domestiques exécutées par leurs parents expliquent au moins partiellement pourquoi le nombre de filles qui veulent arrêter plus tôt est supérieur à celui des garçons. De plus, dans la société burundaise, les filles semblent très attirées par le mariage et les responsabilités familiales qui en découlent, ce qui ne facilite pas la poursuite de longues études.



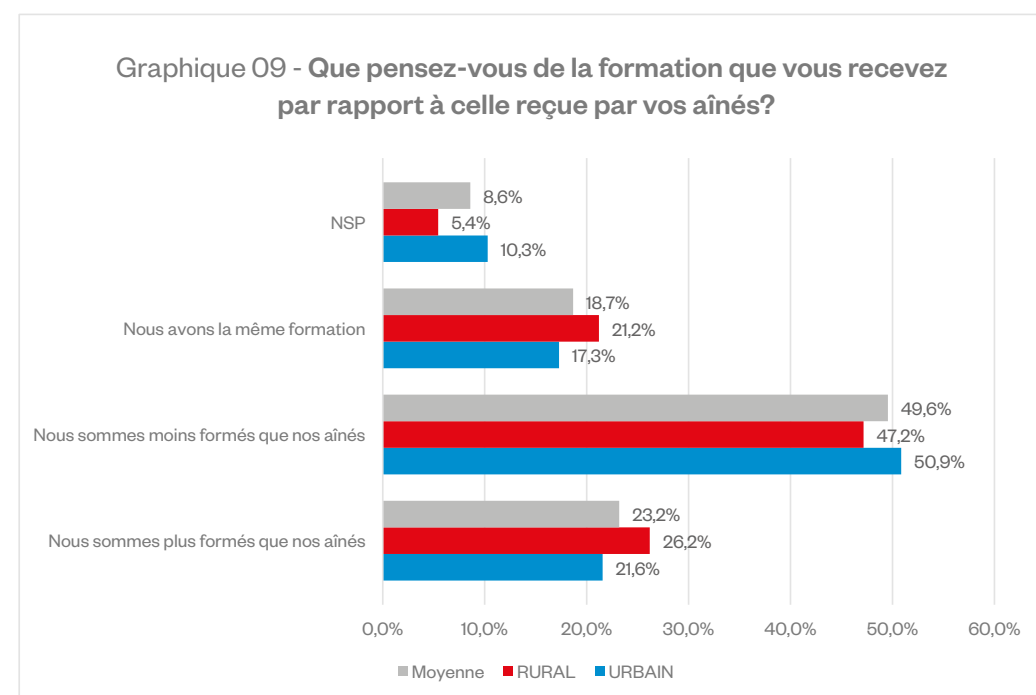
Ainsi, *seules 36.5% de filles pensent que leur niveau d'études aura une valeur ajoutée pour se faire une place dans la vie professionnelle, alors qu'une grande majorité de garçons sont plus confiants* (57.2%). Le pourcentage de filles pessimistes est de loin supérieur (63.5%) à celui des garçons (42.8%). *Cette perspective pessimiste qu'on constate chez les filles semble inhiber leur motivation à aller plus loin dans les études.*

Les différences d'attitudes peuvent s'expliquer au moins partiellement par le fait que les jeunes hommes sont plus susceptibles que les jeunes femmes à naviguer dans les couloirs masculinisés du monde de l'emploi qui peut être intimidant pour les jeunes femmes. On sait aussi qu'il existe des stéréotypes sur la femme, et que des employeurs sont hésitants à engager les femmes, qui une fois mariées pourraient prendre des congés de maternité pour s'occuper de la famille.

c. Estimation des compétences reçues

Pour tester leur autosatisfaction, il a été demandé aux jeunes de se comparer aux générations précédentes

Lors de l'administration du questionnaire quantitatif, cette question était posée uniquement aux étudiants en estimant qu'ils ont une maturité et des repères suffisants pour une bonne appréciation. Presque la moitié des étudiants, 49.6%, pensent qu'ils sont moins formés que leurs aînés. Selon leurs propos, *«Imbutu itewe niyo imera/C'est la semence semée qui pousse»³⁷*. Ceci montre que les jeunes



37 Focus Groupe, Lycée Sainte Thérèse de Gitega (Gitega), Juin 2016

d'aujourd'hui se sous-estiment car ils pensent qu'ils ne sont pas suffisamment outillés pour affronter les défis du monde actuel.

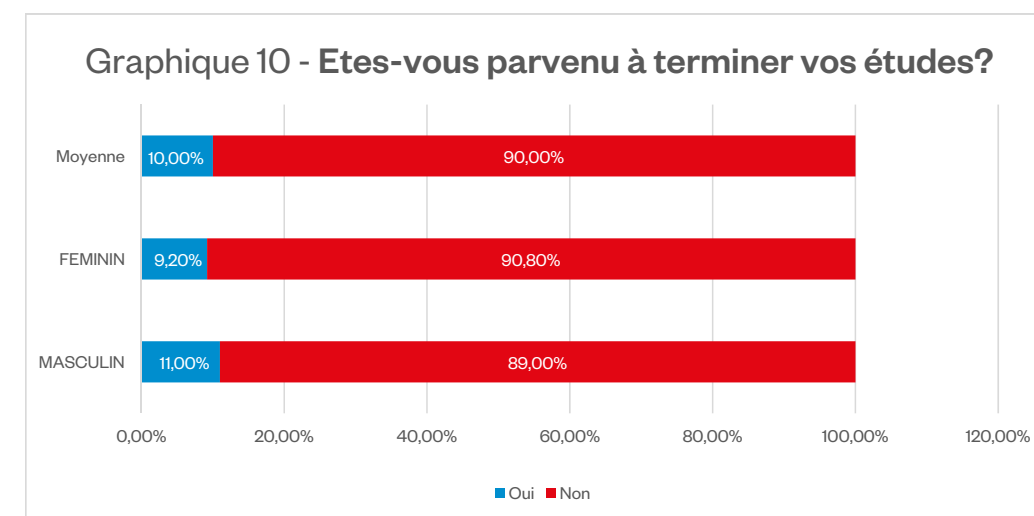
Ils incriminent notamment le manque de matériel didactique, les livres et laboratoires (*“gusigura icuma utakibonye”³⁸*, les enseignants “non-qualifiés” mais aussi des classes trop surchargées. Le taux d'occupation des salles de classe est “évalué à 82 élèves par classe avec une variation entre provinces allant de 57 (Bururi) à 102 (Muramvya)”³⁹.

Pour stimuler et promouvoir la compétition, le gouvernement a ouvert en 2016, six(6) écoles d'excellence réservées aux enfants qui émergent du lot⁴⁰.

2. Abandons et échecs scolaires

a. Problème de pauvreté

En dépit de leurs ambitions, *“le rythme des abandons est devenu aujourd'hui inquiétant”*. Et dans les résultats de l'étude, 47.8% de jeunes rencontrés en dehors de l'école déclarent avoir abandonné en cours de chemin, à cause de la pauvreté, 15.7% à cause de la maladie et 14.7% faute de performances suffisantes. Ces éléments peuvent être intimement liés si on réfléchit en termes de cause à effet.



Ce qui est encore frappant, c'est le nombre de fois que les jeunes reviennent sur le problème de faim parmi les causes d'abandon ou de leurs mauvaises performances. (*“bakora mu nda.... gufungura*

38 Focus Groupe, Ecole des Travaux Publics (ETP) de Gitega (Gitega), Mars 2017

39 République du Burundi, Plan sectoriel de l'éducation du Burundi 2012-2020, <http://www.globalpartnership.org/fr/content/plan-sectoriel-education-burundi-2012-2020>, p.12

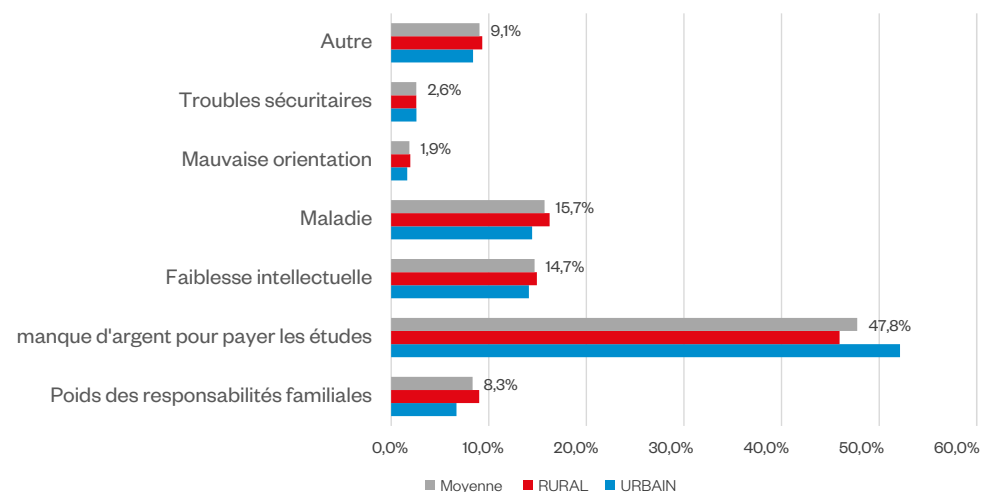
40 Radio-Télévision nationale du Burundi, Des écoles d'excellence pour les surdoués, 02/09/2016

*rimwe kumusi...*⁴¹. Et le gouvernement a lancé en 2016, le programme « *Kirinzara* » (*que tu sois guéri de la faim*) pour limiter le nombre d'abandons à cause de la faim avec le soutien de l'Union Européenne et la Banque Mondiale.

b. Poids des responsabilités domestiques et grossesses non désirées

Les jeunes, principalement les filles, préfèrent étudier à proximité de chez eux ce qui comporte des inconvénients étant donné que les jeunes s'occupent des travaux domestiques et n'ont plus le temps de réviser les leçons, une fois « *épuisés de puiser de l'eau* » parfois à plusieurs kilomètres⁴².

Graphique 11 - Quelle est la cause de votre abandon scolaire?



A cela il faut ajouter aussi des cas de jeunes filles qui abandonnent pour cause de grossesses, comme une élève de 10ème dont le rêve de devenir médecin a été vite brisé: « *ma vie a changé...j'espère retourner à l'école l'année prochaine* »⁴³.

c. Perte des liens de la solidarité traditionnelle

Traditionnellement au Burundi, l'enfant appartient au pays et à la société (*Kuvyarira Uburundi*), mais l'étude montre que ces temps sont révolus. Pour étudier, 86.2% des jeunes comptent sur leurs parents, 6.2% se débrouillent tous seuls, 3.7% seulement bénéficient de la solidarité en dehors des

41 Focus Groupe, Lycée communal de Mabanda (Makamba), Mars 2017

42 Focus Groupe, Lycée Communal de Busoni (Kirundo), Mars 2017

43 Focus Groupe, Jeunes non scolarisés de Rutana (Rutana), Mars 2017.



Photo 10 : Des vendeurs ambulants de vivres de Gitaza, parmi eux des enfants, Rumonge, Août 2016

parents.⁴⁴ Pour les orphelins, c'est encore plus difficile d'étudier: « *les familles d'aujourd'hui n'assistent pas facilement les orphelins* »⁴⁵. Les jeunes appellent à la solidarité, comme dans le temps, « *où les burundais labouraient le champ d'un convalescent, sans en attendre un intérêt quelconque* »⁴⁶.

3. Compétences numériques

a. Connaissances informatiques

Pour doter les jeunes de compétences numériques, le gouvernement a introduit un cours d'informatique dans les programmes officiels. Le cours commence à partir de la 7ème année, par l'apprentissage du fonctionnement de l'ordinateur et de son exploitation, ainsi que l'usage du courrier électronique.

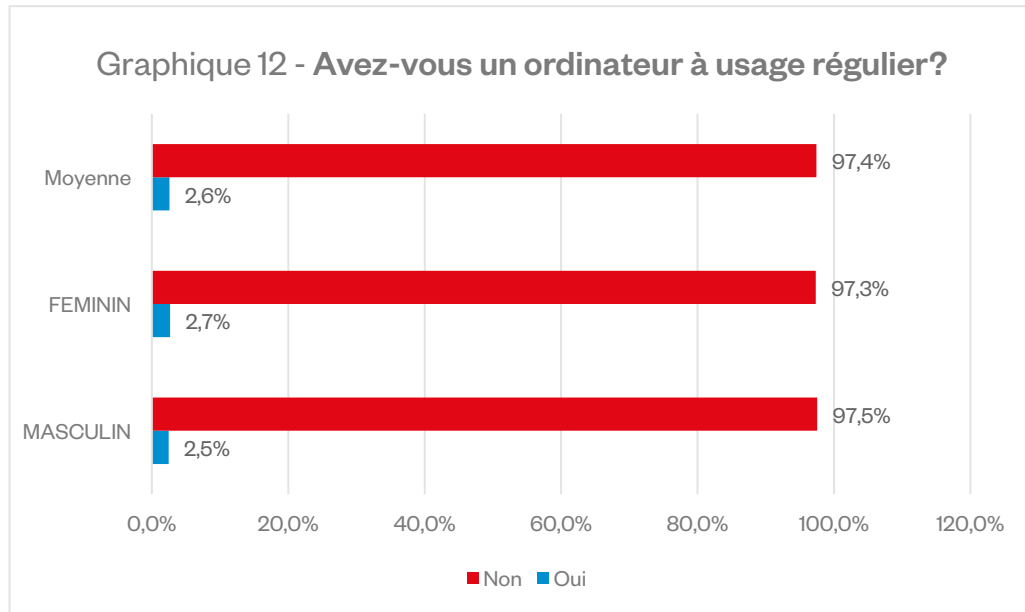
Les résultats de l'étude montrent que *seule une infime minorité de jeunes ont accès à un ordinateur*. Seulement 2.6% de jeunes burundais disposent d'un ordinateur dont ils se servent de façon régulière. Les indicateurs ne sont presque pas différents entre filles (2.7%) et garçons (2.5%).

44 Focus Groupe, Lycée Communal Busoni (Kirundo), Mars 2017.

45 Focus Groupe, Jeunes non scolarisés de Rutana (Rutana), Mars 2017.

46 Focus Groupe, Jeunes de Cibitoke, Mai 2016.

Graphique 12 - Avez-vous un ordinateur à usage régulier?



Ce qui veut dire que les autres, plus de 95%, ne savent ni lire ni écrire à l'ordinateur: " on ne nous apprend que les théories, nous n'avons jamais vu ou touché un ordinateur"⁴⁷.

b. Usage du téléphone portable et connexion à Internet

Le téléphone portable fait également partie du baromètre des compétences numériques recensées dans cette étude. Au niveau de l'ensemble de la population, les statistiques disponibles estiment que 31% de burundais avaient un téléphone portable en 2016⁴⁸.

Dans notre étude, le nombre de jeunes équipés de téléphone portable et connectés à Internet est au-dessus de ce chiffre, chez les groupes de jeunes, **31.6% au primaire, 48.5% au secondaire et 77.1% à l'université**. Quant à son usage, la moyenne de la population qui se connecte à Internet est de 4.4% en 2017⁴⁹.

Si on considère seulement les jeunes qui se connectent à Internet tous les jours, *l'étude révèle que*



Photo 11 : Lors d'un concert, des jeunes prenant des images avec leurs téléphones, Rumonge, Septembre 2017

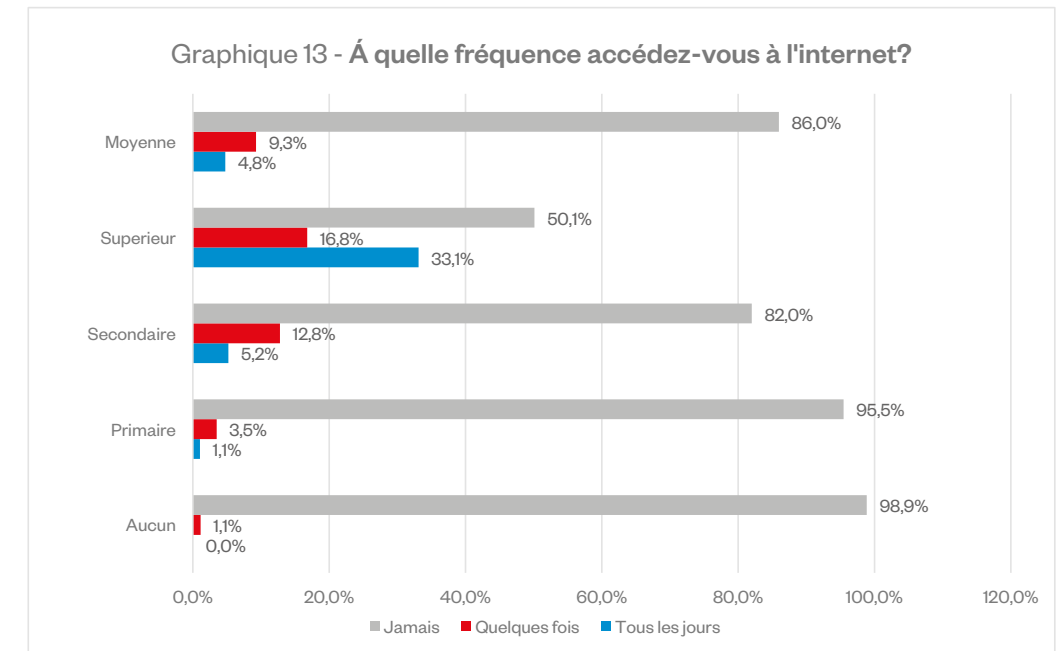
47 Focus Groupe, Lycée de la COMIBU de Kayanza (Kanyanza), Mars 2017

48 <http://www.telecom-marketresearch.com/burundi-telecoms-mobile-and-broadband-statistics-and-analyses>, March 2016

49 Source: Internet World Stats, <http://www.internetworldstats.com/af/bi.htm>, Mars 2017

les "sans niveau" ne se connectent pas (0%), seulement 1.1% de niveau primaire se connectent quotidiennement, ainsi que 5.2% du secondaire et 33.1% de niveau universitaire. L'accès à la toile croît avec le niveau d'instruction. La *plupart du temps, le mobile sert à appeler et recevoir* (81.4%), 24.6% achètent un crédit compris entre deux et trois mille francs par mois (± 1 à 3 \$), 18.9% entre cinq cent et mille francs (± 0.50 \$), 20.8% entre quatre et cinq mille francs (± 2 à 3 \$), et 3.4% seulement pour 20 mille francs et plus (± 10 \$).

Graphique 13 - À quelle fréquence accédez-vous à l'internet?



4. Langues et mobilités

a. Compétences linguistiques

A partir de 2006, les cours d'anglais et du kiswahili ont été introduits depuis les classes de première année primaire, avec pour objectif de permettre aux enfants "une immersion linguistique dans la perspective de l'intégration régionale"⁵⁰.

Au regard des résultats de cette recherche, 12,9% de jeunes affirment avoir un bon niveau du Swahili, tandis que 30,1% disent être capables de se débrouiller un peu. Le Swahili est usité beaucoup plus dans les centres urbains, mais 26.1% de jeunes des zones rurales sont capables de s'exprimer un tout petit peu en Swahili qui représente un trait d'union entre le Burundi, l'Est de la RDC, le Rwanda, et l'Ouganda, la Tanzanie et le Kenya. Les jeunes apprécient surtout le fait que cette langue passe

50 UNESCO, Données mondiales de l'Éducation. 7e édition, 2010/11 http://www.ibe.unesco.org/fileadmin/user_upload/Publications/WDE/2010/pdf-versions/Burundi.pdf

partout, « *ndashobora kuzunguruka ibi bihugu vyose vyo mukarere atakindi nkoresha atari igiswahili kandi hose barantabura lje peux faire le tour des pays de la région en me servant exclusivement du Swahili et je suis partout compris*⁵¹.

b. Connaissance des langues utilisées dans l'EAC

Niveau d'instruction	Swahili			Anglais		
	Pas du tout	Un peu	Bien	Pas du tout	Un peu	Bien
Aucun	81.0	13.9	5.1	100.0	0.0	0.0
Primaire	70.3	20.2	9.5	100.0	0.0	0.0
Secondaire	47.6	35.1	17.3	0.0	88.1	11.9
Supérieur	40.2	32.1	27.7	0.0	67.9	32.1
Ensemble	58.0	28.0	14.0	42.2	50.0	7.8

Au vu de ces mêmes résultats de la recherche, les jeunes ont encore du chemin à faire pour avoir un niveau suffisant de compétence en langues swahili et anglaise. Ainsi, à l'université, les jeunes qui déclarent ne pas parler du tout le Swahili sont 40.2% et 47.6% au secondaire. Seulement 32.1% des jeunes de l'université et 11.9% du secondaire déclarent maîtriser l'anglais.

5. Mobilité régionale

« *Akana kadatembera kagira ngo iwabo niho bacumba bunini/ un enfant qui n'est jamais encore sorti de chez lui croit que c'est seulement chez ses parents qu'on prépare la plus grande pâte*⁵². Autrement dit, *l'avenir des jeunes dépasse les frontières du seul territoire national et, cela fait 41 ans que le Burundi est membre de la Communauté Economique des Pays des Grands-Lacs (CEPGL) et dix ans qu'il a adhéré à la Communauté Est Africaine (EAC).*

Les résultats de l'étude montrent que les jeunes regardent surtout vers l'espace Est africain, mais à l'université ils parlent encore très peu le Swahili et un tout petit peu l'anglais.

Mais les burundais sont très sédentaires, et un jeune se souvient que *voyager en dehors du pays natal était jusque récemment l'occasion d'une grande cérémonie d'adieu*, même si c'est pour aller tout près en Ouganda: « *ndibuka ko muri 1998 twateguye umusi mukuru w'umuntu aja mu Buganda*⁵³. Même aujourd'hui, *les jeunes voyagent très peu à l'étranger, et cela reste confiné dans des zones frontalières avec les pays voisins*: la Tanzanie, le Rwanda et la RDC.

51 Focus Groupe, Jeunes non scolarisés d'Isare (Bujumbura), Mars 2017

52 Focus Groupe, Jeunes non scolarisés de Giteranyi (Muyinga), Mars 2017

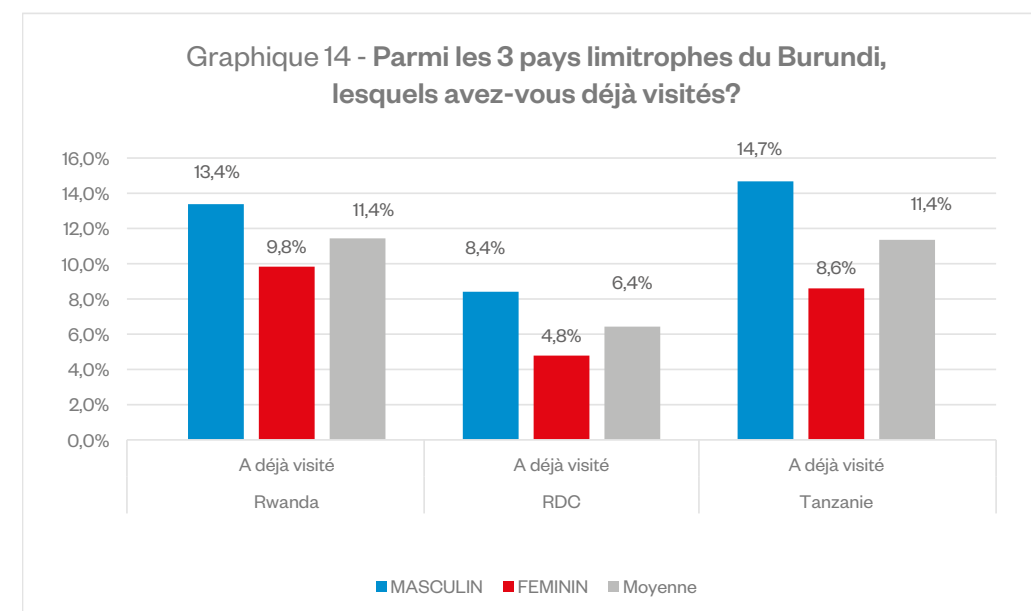
53 Focus Groupe, Jeunes de Bujumbura-Mairie, Novembre 2017

La recherche a également cherché à savoir si l'adhésion du Burundi aux communautés régionales était la bienvenue. A ce sujet, 95.5% trouvent que c'est une bonne chose, 4.5% disent que c'est une erreur.

La Communauté économique des pays des Grands Lacs (CEPGL) existe depuis bien longtemps, mais les jeunes relient les avancées institutionnelles à l'EAC: « *aujourd'hui, avec des agences de transport, on peut se rendre au Rwanda, en Tanzanie au Kenya ou en Ouganda plus rapidement qu'avant et à peu de frais.*

Les jeunes en situation de handicap associent à l'EAC les lois en leur faveur, notamment celle adoptée par l'Assemblée Nationale du Burundi le 6 mars 2014 garantissant aux personnes en situation de handicap les mêmes droits que les autres.

Cependant, *mis à part les jeunes des provinces périphériques, peu ont déjà traversé les frontières.* Seulement 6.4% ont visité la RDC, le Rwanda et la Tanzanie sont à ex-aequo avec 11.4%. Mais il faut comptabiliser la part des visites familiales, des échanges transfrontaliers, des études ou des soins médicaux, mais aussi des déplacements forcés.



Par rapport à d'autres organisations régionales, l'EAC est relativement bien connue, sauf chez les jeunes sans aucun niveau d'enseignement (3.1% et du niveau primaire (11.7%). Dans les autres groupes, 43.1% des jeunes du secondaire et 64.8% de l'université estiment connaître assez bien l'organisation.

Les autres organisations régionales dont l'Union Africaine, voire la CEPGL et la Conférence Internationale sur la Région des Grands Lacs sont inconnues. Ce qui les désoriente, « *c'est une manifestation de volontés contradictoires, des conflits frontaliers par rapport à l'intégration régionale,*

et « on dirait que cette intégration concerne uniquement le gouvernement, le peuple n'y comprend rien »⁵⁴.

Un jeune regrette avec un brin d'humour que « des animaux sauvages traversent quotidiennement les frontières d'un pays à l'autre, et sans aucun document d'identité, mieux que les humains »⁵⁵.

Ils aspirent à voir s'installer un bon voisinage entre les Etats, car *le mauvais voisinage entre le Rwanda et le Burundi a eu des conséquences négatives sur la mobilité des personnes et des biens, mais aussi sur les liens inter-familiaux, sociaux et économiques, que les populations ont développés de part et d'autre de la frontière.*

54 Focus Groupe, Université Lumière de Bujumbura (Bujumbura Mairie), Mars 2017

55 Idem



Photo 12 : Un bateau naviguant vers la RDC dans le Lac Tanganyika

COMPÉTENCES HUMAINES, VALEURS MORALES ET CIVIQUES

3

III. COMPÉTENCES HUMAINES, VALEURS MORALES ET CIVIQUES

Ce chapitre évalue les fondations du patriotisme et de l'identité, les valeurs morales et civiques, l'engagement social et politique.

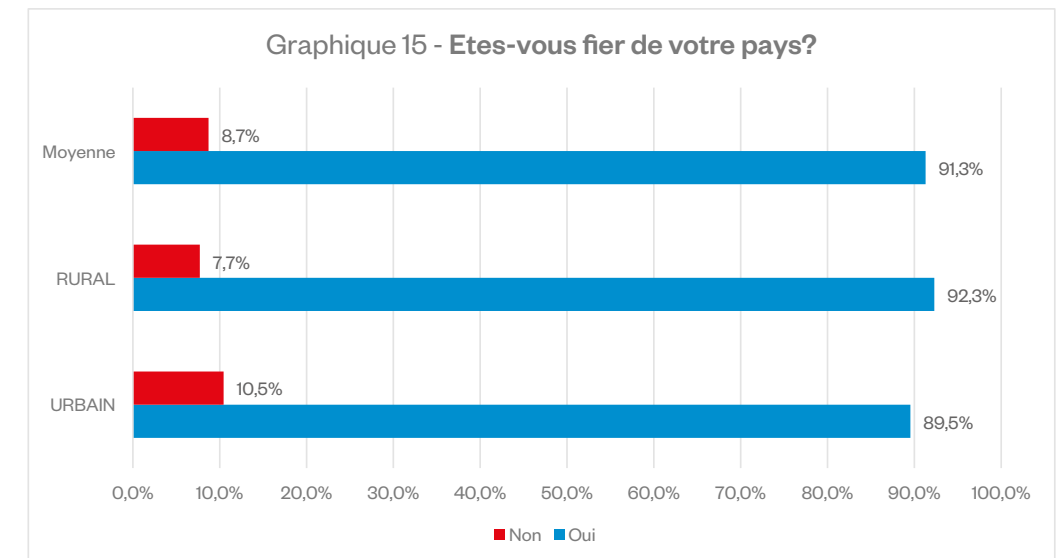
1. Patriotisme et identité

a. Fierté patriotique

En Août 2013, le Gouvernement a lancé un programme de formation patriotique pour la population en général, mais particulièrement la jeunesse, “dans les écoles du primaire à l'université, via le cours de civisme”, qui vise à « revisiter les valeurs de la tradition burundaise pour asseoir le développement et la démocratie »⁵⁶. Cette recherche n'avait pas pour objet d'évaluer ce programme, mais ses résultats peuvent fournir des informations indicatives à ce sujet.



Photo 13 : Campagne de mobilisation des jeunes pour la culture de la paix, Stade Prince Louis Rwagasore de Bujumbura, Mars 2017



56 Journal Iwacu, Le Président de la République lance le programme d'éducation et de formation patriotique, <http://www.iwacu-burundi.org/le-president-de-la-republique-lance-le-programme-deducation-et-de-formation-patriotique/>



Photo 14 : Festival du tambour burunais, Gitega, Mai 2016

Le premier constat à relever est le niveau particulièrement élevé de la fierté patriotique (91,3%). Dans les focus groupes, les jeunes vantent *“un beau pays béni des dieux...où il fait bon vivre”*, bien manger *“la nourriture de qualité”* et *“boire de l'eau du robinet”*; *“c'est visible il y a des moments d'insécurité, des problèmes, mais je reste fier d'être burundais”*⁵⁷. Un concours de bienfaits de la nature, notamment le *climat doux par opposition aux “pays froids” ou aux “pays de cyclones et d'éruptions volcaniques”*⁵⁸. D'autres parlent du poisson du lac, *“le Mukeke qu'on ne trouve nulle part ailleurs”*⁵⁹, sans oublier la fierté de parler une même langue, *“un autre avantage que les Burundais partagent et qu'ils devraient mettre à profit pour transformer la nation en un havre de paix.”*⁶⁰ Les jeunes utilisent des superlatifs, et parfois avec chauvinisme, parlant d'*“un peuple bon et bien éduqué, gentil”**“Abarwaneza / bienveillants”*⁶¹, que *“tout le monde apprécie”*⁶².

Les jeunes affirment cependant que dans certaines circonstances, ils se sentent tristes : *“je suis chagriné quand on m'identifie par mon ethnie”*⁶³. Il arrive aussi que des personnes étrangères leur disent des choses qui les blessent : *“un Tanzanien qui a vécu au Burundi m'a dit qu'il a été bien*

57 Focus Groupe Jeunes non scolarisés de Rutana (Rutana), Mars 2017

58 Focus Groupe, Lycée Maranathan de Kivoga (Bubanza), Mars 2017

59 Focus Groupe, Lycée de la Convivialité de Kanyosha (Bujumbura Mairie), Mars 2017

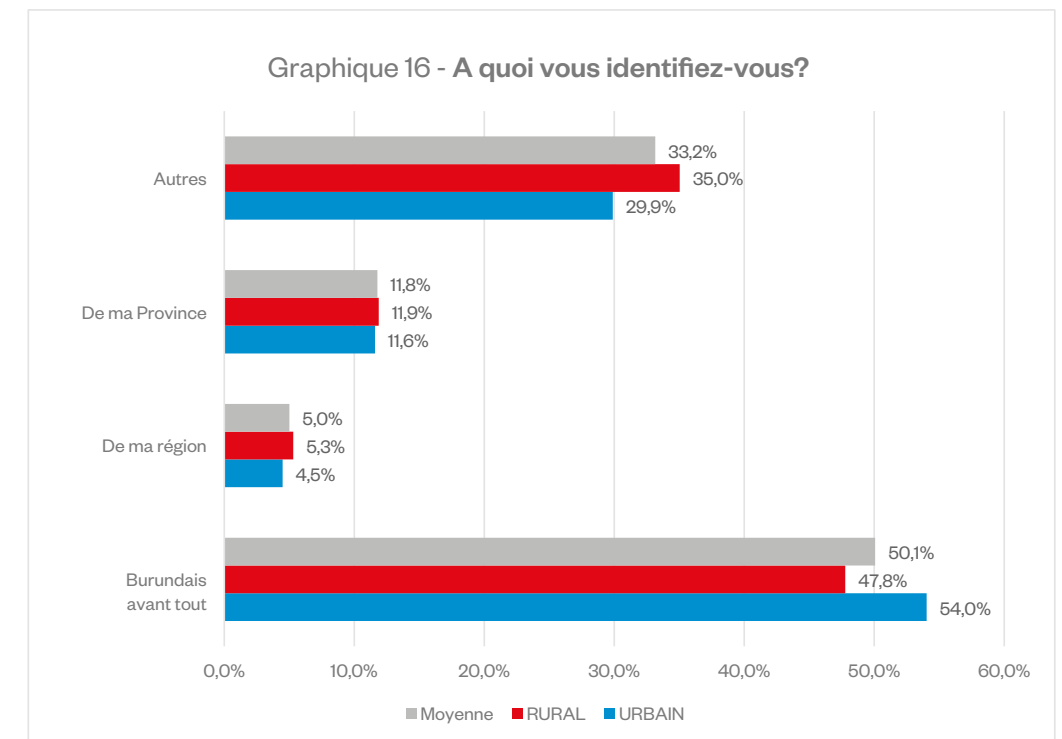
60 Focus Groupe, Petit séminaire de Dutwe (Ruyigi), Juin 2016 ; Focus Groupe, Lycée Sainte Thérèse de Gitega (Gitega), Juin 2016 ; Focus Groupe, Université de Ngozi (Ngozi), Mai 2016 ; Focus Groupe, Universités de Bujumbura (Bujumbura Mairie), Juin 2016.

61 Focus Groupe, Jeunes non scolarisés de Rumonge (Rumonge), Mars 2017

62 Focus Groupe, Lycée Maranathan de Kivoga (Bubanza), Mars 2017

63 Focus Groupe, Jeunes non scolarisés de Rutana (Rutana), Mars 2017.

*traité, que nous sommes un bon peuple, mais que nous nous entretenons”*⁶⁴. D'autres sont offusqués de s'entendre dire que le Burundi est classé parmi *“les dernier de classe”* dans le développement. D'autres raisons diverses peuvent affecter leur fierté, comme les *mauvais résultats de l'équipe nationale de football*⁶⁵, des vexations de la vie quotidienne, un service public qui est refusé ou une audience qui se passe mal, de l'injustice. *Mais tout cela n'entame pas définitivement leur fierté, “ntawanka kwonka nyina ngo arwaye amahere (on ne peut pas rejeter le sein de sa mère sous prétexte qu'elle a la dermatose)”*⁶⁶. Cela devient plutôt *une source de motivation à défendre l'image du pays, “dutegerezwa gukora kugira dube ishusho nziza igihugu cacu ishusho mbi ihawe”*⁶⁷. En faisant encore mieux prospérer le pays, que tout le monde reconnaît être doté de nombreux privilèges de la nature, et de potentialités à même de garantir que sa population puisse vivre à l'abri du dénuement et de la faim.



64 Idem

65 Focus Groupe, Lycée Maranathan de Kivoga (Bubanza), Mars 2017

66 Focus Groupe, Petit Séminaire de Buta (Bururi), Mars 2017.

67 Focus Groupe, Lycée de la Convivialité de Kanyosha (Bujumbura Mairie), Mars 2017

b. Attachement à l'Identité

Lorsqu'on mesure l'identité, on utilise généralement trois (3) principaux filtres: la nation, la tribu ou l'ethnie, sans oublier qu'il existe des déterminants géographiques, le coin de la terre, la maison où l'on a grandi et l'identité se forge à partir de narratifs, de récits qui racontent une histoire, qui font le lien entre la patrie et le citoyen. **Compte tenu du niveau de patriotisme élevé, on aurait pu s'attendre à ce que le degré d'attachement à l'identité nationale soit proportionnel.**

Mais les résultats de la recherche révèlent la coexistence de sentiments à géométrie variable.

Ainsi, **en dépit de leur fierté, seuls 50,1% de jeunes placent l'identité nationale en première position**, 11,8% s'identifient d'abord à leur province et 5% à leur région. Certains jeunes disent simplement se sentir avant tout comme une personne humaine, une créature de Dieu, "numva ndi umwana w'Imana, numva ndi umuntu imbere y'ibindi vyose, ..." ⁶⁸.

Cependant, les résultats montrent que **plus les jeunes sont instruits et plus ils vivent en milieu urbain, plus ils aspirent à l'identité par le haut (nationale) et très peu attachés à l'identité vers le bas (région ou province)**. **Lorsque le niveau d'instruction tend vers le bas, ou lorsque on va en milieu rural, c'est le phénomène inverse**. Ainsi, en milieu urbain, le taux d'attachement à l'identité nationale est le plus élevé (54%), et plus bas en milieu rural (47,8%). Il est encore plus élevé chez les jeunes d'enseignement supérieur (59,5%), et plus bas chez les jeunes du primaire (41,8%) ou sans instruction (50,3%). **Cela pourrait signifier que l'école et l'habitat urbain jouent un rôle de socialisation, qui transcende les autres identités particulières**, en raison de la mixité et de la diversité d'origines ethniques, de religions, etc.

La transmission de narratifs ethniques pour expliquer le conflit burundais peut également avoir un impact négatif sur le sentiment d'identité. Les jeunes n'ont pas tous les mêmes expériences de la vie, ils ont besoin d'apprendre l'histoire commune du pays, forger le sentiment d'appartenir à un même passé et de partager un même futur.

2. Adhésion aux valeurs ancestrales, morales et civiques

Les jeunes aspirent à l'éducation familiale, du soir autour du feu, une éducation qui puise ses racines dans la culture ancestrale, « *indero yo kuziko* » ⁶⁹. Car pour eux "Si la jeunesse perd la culture, elle aura perdu son avenir" ⁷⁰. Néanmoins, on constate que cette même jeunesse n'est pas du tout intéressé à vivre les valeurs ancestrales: seulement 26,5% des jeunes se prononcent pour ces valeurs.

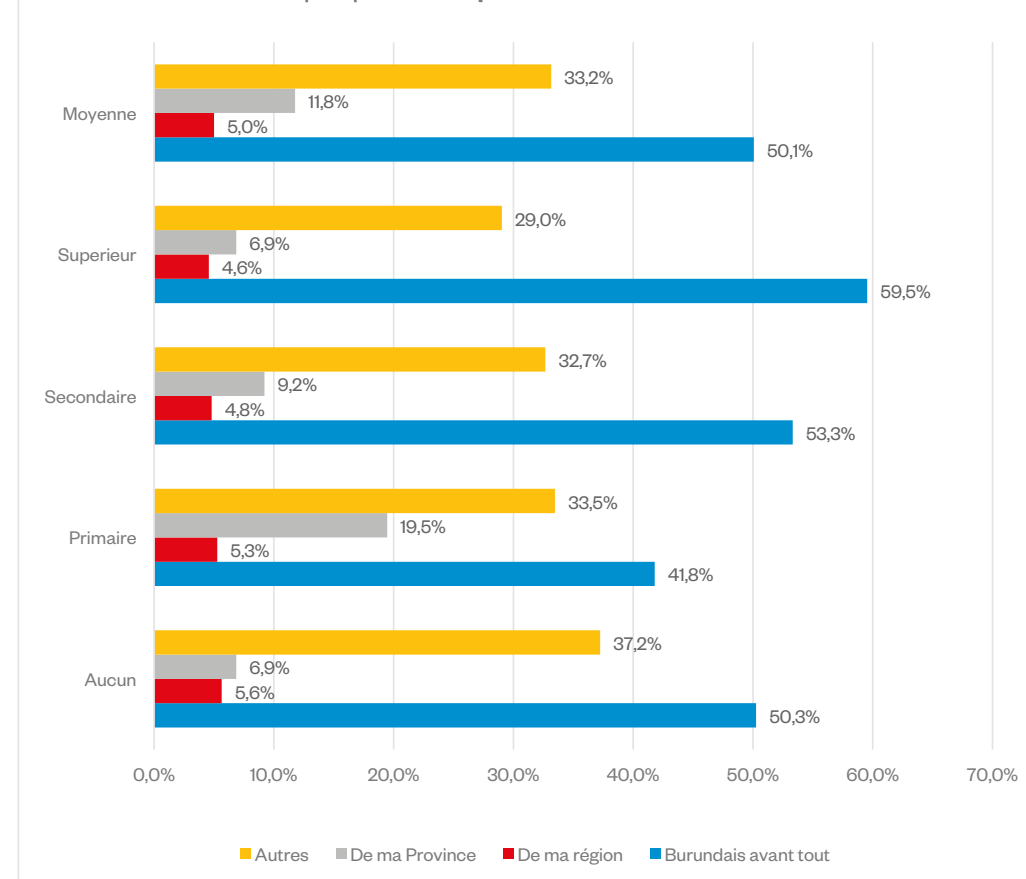
Dans le même ordre, 60,8% des jeunes estiment que la société burundaise n'accorde pas une place importante aux valeurs ancestrales. Ne pas vivre les valeurs ancestrales ne signifie pas que les jeunes

68 Focus Groupe, Jeunes non scolarisés de Rumonge (Rumonge), Mars 2017

69 Focus Groupe, Lycée Sainte Thérèse de Gitega (Gitega), Juin 2016

70 Focus Groupe, Lycée de Busiga (Ngozi), Mars 2017

Graphique 17 - A quoi vous identifiez-vous?



sont acculturés. Au contraire, ils parlent du sens profond des anciens à agir et rendre service aux autres, sans en attendre un profit matériel, mais juste pour faire du bien. Ils déplorent l'érosion des liens traditionnels : « *ubu tugeze aho n'umwana umubajije uti kwa Simoni nihe akubarira ngo mpa amahera ndabakwereke!* actuellement on en est arrivé au point où si vous êtes perdu et que vous demandez à un enfant de vous orienter, il vous demande de l'argent d'abord" ⁷¹. Ils parlent aussi de la sagesse des anciens, comme "l'âge d'or" où les enfants pouvaient "causer avec les grands parents, écouter leurs conseils" ⁷².

Les jeunes recommandent la revalorisation de ces valeurs ancestrales, qui sont de nature à préserver la société burundaise de la violence. Les enfants étaient éduqués de façon à éviter toute action violente à tel point que certaines valeurs étaient véhiculées et inculquées sous forme d'interdits. Ainsi, « *il était interdit de tuer un lézard de peur que ta mère ne perde ses seins* ⁷³ ». Une telle éducation de base permettait à l'enfant de grandir avec le sentiment que la violence est mauvaise et qu'il faut l'éviter. Ils

71 Focus Groupe, Université Lumière de Bujumbura (Bujumbura Mairie)

72 Focus Groupe, Lycée de Busiga (Ngozi), Mars 2017

73 Focus Groupe, Lycée Sainte Thérèse de Gitega (Gitega), Juin 2016.

ont le sentiment que des anti-sagesse sont en train de prendre place dans la société, et recommandent d'identifier « *des antivaleurs et des anti modèles à combattre* » et donnent l'exemple d'une citation selon laquelle, « *impene irisha abo iziritse / une chèvre broute là où elle est attachée* », pour justifier la pratique de corruption et de la malversation⁷⁴.

3. Respect de l'autorité

Les jeunes ont du respect pour l'autorité légale ou morale, et demandent en retour à être écoutés et considérés de la même manière (« *kurya natwe uwukuze abuze ikibanza co kwicara dubaguruka tukamuba ikibanza, natwe badube ikibanza biyumviriye ico tuzomara muri kazoza* »⁷⁵).

Ainsi, plus de 70% de jeunes se disent respectueux de l'autorité. Si on prend les choses du côté inverse, on peut dire que c'est tout de même près de 30% qui ne respectent pas l'autorité. Si en moyenne 63,1% des jeunes respectent les personnes âgées, le respect baisse avec l'âge, passant de 70% chez les 15-19 ans, à 60,8% chez les 20-24 ans et à 55,5% chez les 25-29 ans.

4. Traitement équitable et intégrité

*Les jeunes rêvent d'un Burundi où règne la justice et où la discrimination et les injustices fondées sur l'appartenance ethnique n'existent plus*⁷⁶. Ils sont fortement contre l'octroi de l'emploi à un membre de la famille (91,8%), de sa région (90,9%), de son ethnie (93,8%), la solidarité négative pour couvrir un ami, une parenté ou un ami coupable de crime ou délit (96,2%), demander un pot de vin en échange d'un service (97,4%), ou dans le sens contraire, proposer un pot de vin pour obtenir une faveur (96,8%). Ils se plaignent de la « *prédominance de pots de vins et de clientélisme* », que ce soit dans le traitement de dossiers judiciaires⁷⁷ ou l'accès aux services publics⁷⁸.

5. Engagement politique

La grande majorité des jeunes ont le sentiment que dans les partis politiques, les gens sont en permanence dans des luttes les uns contre les autres au profit des intérêts individuels au lieu d'apprendre à coopérer pour le plus grand bien de tous (*abanyepolitike baguma baryana*)⁷⁹.

Cependant, *les jeunes restent fortement attachés au pluralisme des partis politiques* au Burundi. En effet, 26,9% sont en faveur de deux partis et 33,3% pour 3 à 5 partis tandis que

74 Focus Groupe, Université de Ngozi (Ngozi), Mai 2016 ; Focus Groupe, Universités de Bujumbura (Bujumbura Mairie), Juin 2016 ; Focus Groupe, Petit Séminaire de Dutwe (Ruyigi), Juin 2016.

75 Focus Groupe, Université de Ngozi (Ngozi), Mai 2016

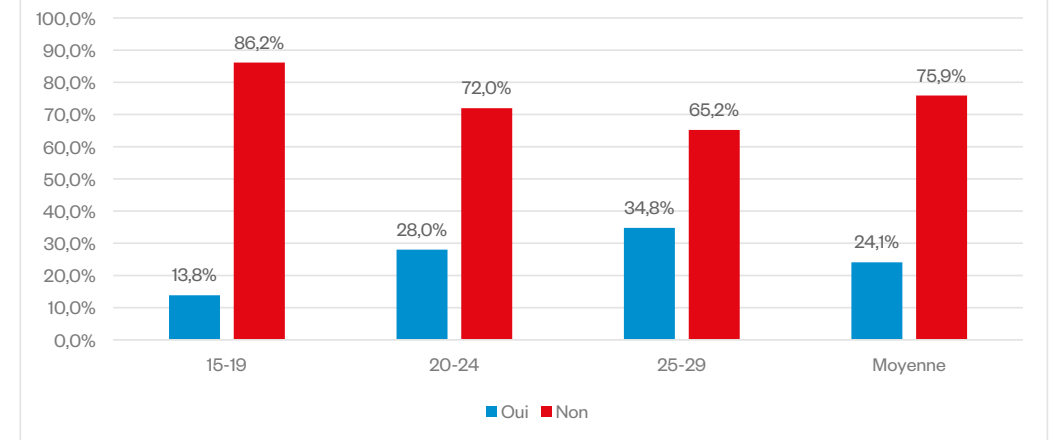
76 Focus Groupe, Jeunes de Cibitoke (Cibitoke), Mai 2016

77 Focus Groupe, Lycée communal de Kibago (Makamba), Juin 2016

78 Focus Groupe, Lycée Sainte Thérèse de Gitega (Gitega), Juin 2016

79 Focus Groupe, Jeunes non scolarisés de Rumonge (Rumonge), Mars 2017

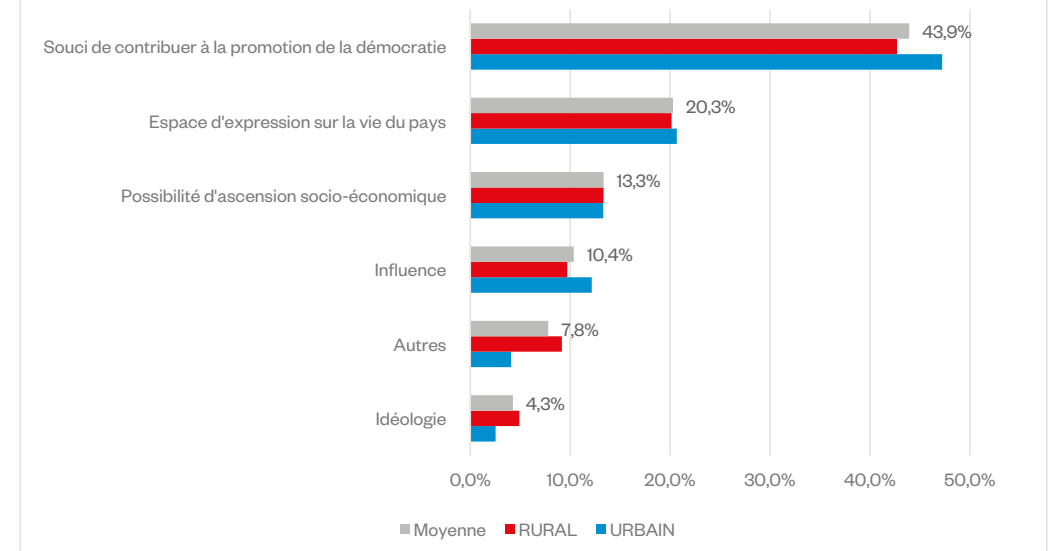
Graphique 18 - Etes-vous membre d'un parti politique?



19,2% sont favorables au retour au monopartisme. Avant les élections de 2015, le Burundi comptait 44 partis politiques, un nombre jugé pléthorique. **77,4% de filles et 74,1% de garçons déclarent n'appartenir à aucun parti politique** et cette proportion n'est pas susceptible d'évoluer de manière importante, 70% des jeunes n'ayant manifesté aucune intention de s'engager dans les prochaines années.

Si certains jeunes adhèrent malgré tout dans des partis, d'autres expriment le désir de rester éloignés des ennuis à caractère politique, et trouvent même que les partis doivent être effectivement bannis du milieu scolaire pour éviter des interférences et des conflits d'intérêt; d'autres disent ne pas avoir

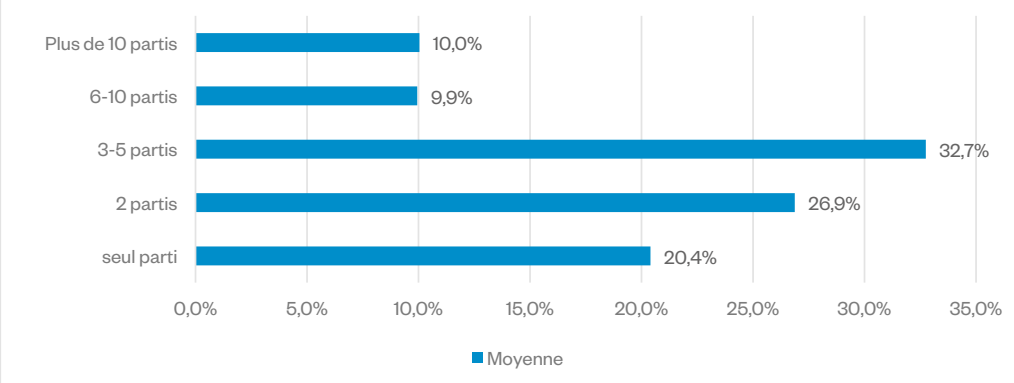
Graphique 19 - Motivation d'adhésion dans un parti politique



de temps, d'autres enfin disent ne pas y trouver d'intérêt... Donc une longue liste d'arguments pour ne pas s'engager. Mais on voit que c'est tout de même 22,6% de filles et 25,9% de garçons qui déclarent être affiliés à un parti politique. Cette moyenne est encore plus élevée chez les jeunes sans instruction (46,8%), contre 18,8% à l'université et 16,6% au secondaire.

L'âge et le milieu de résidence sont un autre déterminant, 34,8% des 25-29 ans et 28% des 20-24 ans sont membres d'un parti, contre seulement 13,8% chez les jeunes 15-19 ans. En zones rurales, 27,8% sont affiliées à un parti politique, alors qu'ils ne sont que 17,8% en milieu urbain. A titre de comparaison, 39% de jeunes en Afrique Centrale et 27% en Afrique de l'Est déclarent avoir participé à des réunions de partis politiques⁸⁰.

Graphique 20 - Quel serait le nombre idéal de partis politiques pour le pays?



Quant à leur motivations, 43,9% s'engagent dans le souci de promouvoir la démocratie; 20,3% disent chercher un espace de parole pour se familiariser avec la politique, se préparer politiquement; 13,3% y voient un marche pied de l'ascenseur social et économique; et d'autres qui s'engagent dans un parti de père en fils, etc. Les jeunes rêvent de voir éclore des partis politiques qui concourent au plus grand bien de tous.

80 Rorisang Lekalake et E. Gyimah-Boadi, La participation politique est à la traîne chez les jeunes d'Afrique, Synthèse de Politique No. 34, Afrobaromètre | Août 2016.

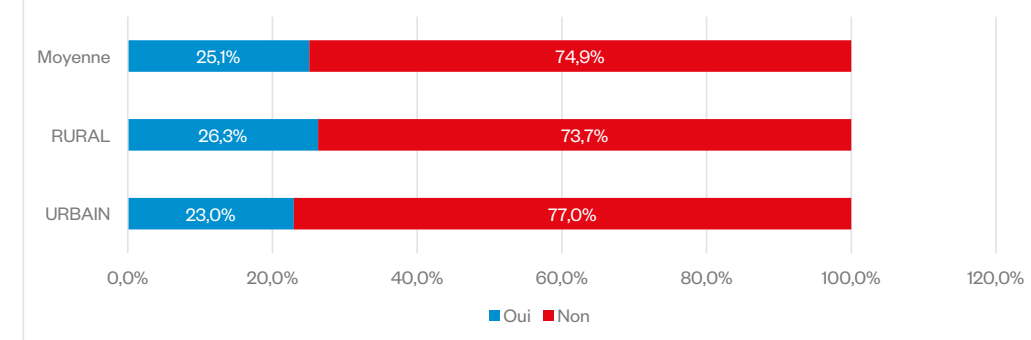
6. Engagement associatif

Les liens que les citoyens entretiennent avec leur société ou avec les membres de leur collectivité ne se limitent pas seulement à l'engagement politique. **25% des jeunes affirment être membres d'une association et 81,4% expriment l'envie d'adhérer à une association.**

Le niveau d'engagement dans des associations apolitiques est presque égal à celui de leur adhésion à des partis (24,1%). Mais l'enquête révèle une forte prédisposition à l'engagement associatif (81,4%), ce qui indique que les marges de progressions sur ce terrain sont très importantes. *Les motivations déclarées sont le désir de promouvoir des besoins économiques individuels (64,2%), l'altruisme et bienfaisance (15,2%) surtout chez les 15-19 ans (18,7%).*

Le Burundi est aussi un pays fortement christianisé, où les confessions religieuses coexistent et des jeunes déclarent attacher beaucoup d'importance à la religion « source d'amour et de véritable fraternité »⁸¹. *La participation des jeunes dans des associations à caractère religieux reste cependant encore marginal (1,3%) ce qui contraste avec l'essor de nouvelles églises dans le pays.* Des experts dans ce domaine pensent que contrairement à ce qu'on pense, l'engagement des jeunes pour les mouvements religieux serait principalement guidé par une quête de changement individuel et non par un besoin associatif.

Graphique 21 - Appartenez-vous à une quelconque association?

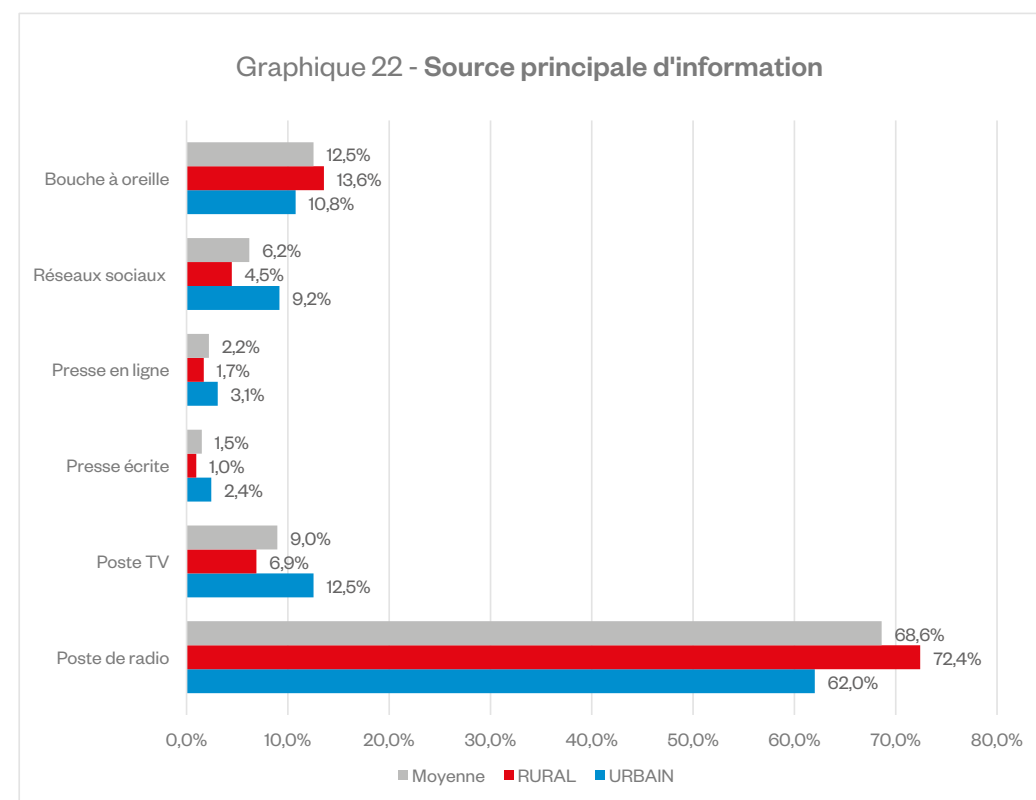


81 Focus Groupe, Petit Séminaire de Dutwe (Ruyigi), Juin 2016 ; Focus Groupe, Focus Groupe, Universités de Bujumbura (Bujumbura Mairie), Juin 2016.

7. Accès à l'information

Cette section s'intéresse aux besoins des jeunes dans le développement de leur culture générale et leur esprit critique par l'accès à des informations objectives et diversifiées ainsi que des compétences de discernement et de résistance aux rumeurs. *Les jeunes ne lisent pas (1,5%),* et ce n'est pas de leur faute car la presse écrite n'existe presque pas. *Ils ne semblent pas être particulièrement préoccupés par cette situation, seulement 2,4% souhaitent que la presse écrite soit développée.* Un signe que l'oralité a des racines fortes même au sein des jeunes générations. *Il est notable de constater que la deuxième place est occupée par l'information de bouche à oreille (12.5%).*

Cette **dépendance à la "radio trottoir"** varie selon le milieu, 18,9% dans le centre et l'est du pays, 18,5% dans le nord, seulement 6,8% dans Bujumbura-Mairie. On peut imaginer les rumeurs qui peuvent être véhiculées et relayées à travers ce canal d'information. Mais les moyens de communication traditionnels ne sont pas non plus à mesure de répondre suffisamment aux besoins des jeunes, la radio demeure toujours la première source, mais 68,6% s'y intéressent pour les informations. Il faut rappeler que le secteur des médias privés traverse une crise majeure depuis 2015. Les réseaux sociaux comme Facebook et Whatsapp sont utilisés par 6,2%, la télévision 9 % et la presse en ligne 2,2%.



VALEURS D'ÉGALITÉ ENTRE FILLES ET GARÇONS

4

IV. VALEURS D'ÉGALITÉ ENTRE FILLES ET GARÇONS

L'égalité entre hommes et femmes fait aussi partie des valeurs humaines, morales et civiques.

1. Egalité devant l'héritage

Sur la question de l'égalité devant l'héritage, seuls 40,7% de garçons et 43,3% de filles sont favorables. Le rapport à la propriété foncière est déterminant comme dans la ville de Bujumbura, 54,2% de jeunes y sont favorables, contre seulement 38,4% en milieu rural, voire à 36,6% dans la région Nord du pays à fortes densités de la population. **Les filles qui revendiquent cette égalité sont minoritaires, certaines expliquant que les filles de familles sans terres "auraient du mal à trouver un mari" face à des filles de familles aisées.**

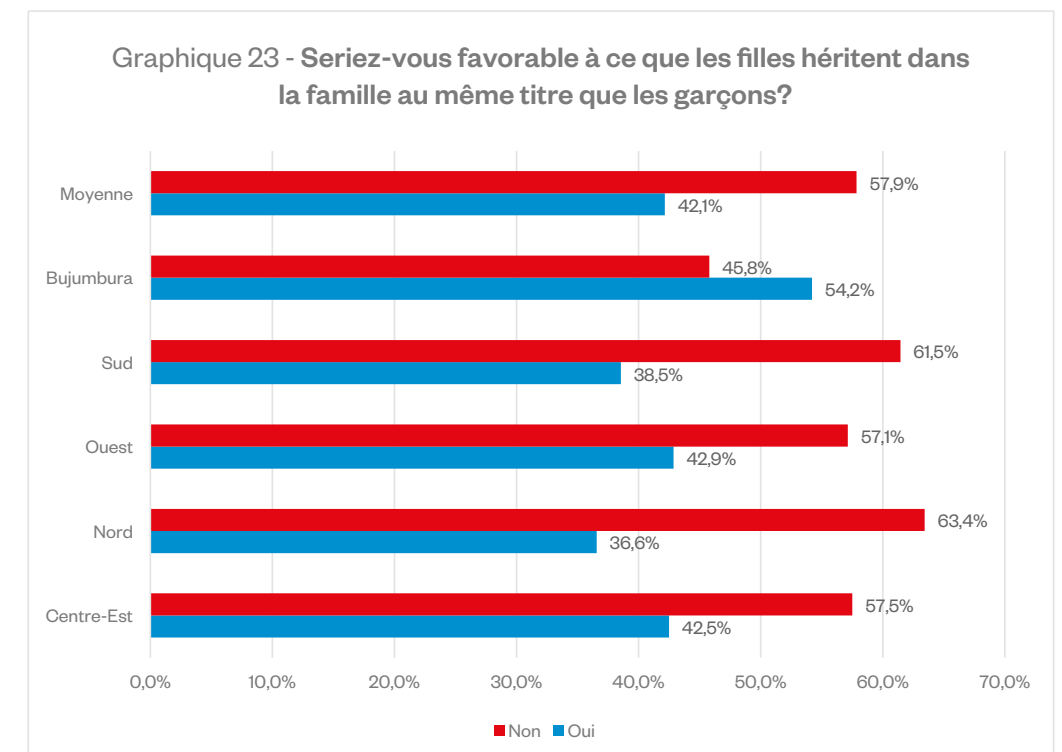


Photo 15 : Lors d'une représentation théâtrale au Lycée Sainte Thérèse de Mushasha, Gitega, Avril 2016



Photo 16 : A Bugendana, des femmes en discussion dans les champs, Gitega, Janvier 2015

2. Egalité devant les devoirs domestiques

Au vu des réponses, on peut croire que les mentalités évoluent, 73,4% des garçons déclarent être prêt à faire la cuisine, garder les enfants, à la place de leurs soeurs. Paradoxalement, dans une école, **des filles accusent les garçons de refuser de balayer en classes** « *ababungu baranka kukubura mw'ishuli ariho turi* ». Ce que les garçons confirment par le prétexte que leur rôle est d'effacer le tableau. Ici aussi, les opinions des filles divergent, **une jeune fille s'étonne que** « *lorsque la femme et son mari rentrent des champs, la femme porte sur les épaules sa houe et celle de monsieur qui ne prend que la machette* »⁸². Elle ajoute, qu'une fois arrivés à la maison, la femme doit aller puiser de l'eau et préparer la nourriture, et le mari se met en colère si le repas n'est pas prêt, oubliant qu'elle n'a même pas pu se reposer et qu'ils étaient ensemble dans les champs⁸³.

Mais une autre fille n'est pas de cet avis et se dit scandalisée qu'on demande aux hommes de balayer et de faire la cuisine alors que la femme n'est pas malade, « *une modernité déplacée qui n'amènera que des problèmes* »⁸⁴.

82 Focus groupe, Ecole normale Supérieure (Bujumbura Mairie), Mars 2017

83 Idem

84 Focus groupe, Jeunes non scolarisés de Rutana (Rutana), Mars (2017)

3. Egalité des responsabilités

La majorité des garçons (61,5%) et une part importante de filles (45,4%) pensent que les garçons méritent d'avoir plus de responsabilités que les garçons.

Les garçons voient dans leur supériorité sur les filles une explication biblique: «*Imana ntiyaremye umugore yamukuye murubavu rwumugabo* » {en référence à la Genèse qui dit que Dieu a créé l'homme en premier, puis la femme, en la façonnant à partir d'une côte de son mari, Gn 2, 21-23}.

Une jeune fille se dit émerveillée par les «*qualités supérieures*» de son jeune frère «*le seul garçon de la famille, pourtant plus petit que nous*», et ne peut le comprendre autrement que par un don dont les garçons auraient reçu de Dieu (*na mutoyi wanje hariho ico ansumvya... ababungu hariho akantu umenga Imana yarabahaye tutazi*)⁸⁵.

Mais ce consentement apparent à la loi de la tradition ne veut pas dire que les filles y trouvent du confort. Elles craignent que la transgression du statu quo ne vienne dérégler l'équilibre et l'harmonie de la famille et de la société.

85 Focus groupe, Jeunes non scolarisés de Bugendana (Gitega), Mars 2017

D. CONCLUSION ET PROPOSITIONS DE PISTES D' ACTIONS

Les résultats ont mis en lumière les aspirations des jeunes, dont les réponses impliquent tous les groupes de la société, les preneurs de décisions et les autres parties prenantes, y compris les partenaires au développement, pour faire progresser leurs aspirations vers un futur encore meilleur. L'étude révèle aussi des forces, des atouts et des défis qui renvoient à des pistes d'actions potentielles ci-après.

1. Pistes d'actions

Aspirations à vivre et grandir en paix

La paix est comme on l'a vu, placée par les jeunes au-dessus de tous les autres biens auxquels ils aspirent. Leur aspiration à la cohésion nationale n'a jamais été si forte, mais ils ont aussi en tête la hantise du passé, des récits et des narratifs conflictuels qui sollicitent leur vigilance et engendrent leur malaise. Ils désirent s'assurer d'une prévisibilité d'un futur meilleur.

- Il importe par conséquent, de développer la recherche sur le conflit et promouvoir les capacités des jeunes à faire des recherches sur le passé, documenter les expériences de solidarité positive, les zones d'ombres des événements douloureux ;

Engager les jeunes à débattre de l'histoire récente du pays à travers des cadres d'échanges au sein de leurs communautés et dans le milieu scolaire. Il s'agit d'ouvrir des clubs de discussion sur les expériences douloureuses, les récits positifs et les expériences de solidarité pour consolider leur sens du destin commun, leur prise de conscience des racines communes, affronter sans tabous les défis auxquels les Burundais ont été confrontés et donner un sens nouveau au futur;

- Il importe également de développer leurs capacités à résister aux manipulations, se réconcilier avec leur passé et avoir confiance en leur avenir commun.
- Ce travail devrait impliquer l'ensemble des jeunes burundais sans oublier les jeunes de la diaspora;

Aspirations matérielles et économiques

Les jeunes font face à des défis de pauvreté, mais s'adaptent à la situation à travers des choix simples, ce qui peut être un signe de résilience. Cependant, il importe de :

- Développer leur esprit d'entreprise, par la formation, la collecte et la dissémination d'informations sur les petites expériences novatrices et génératrices de revenus, la transmission du savoir-faire, et encourager les projets générateurs de solidarité, y compris par des crédits flexibles;
- Donner aux jeunes la confiance qu'il est possible d'atteindre des objectifs plus élevés et de tirer leurs aspirations vers le haut, pour éviter que ne s'installent des sentiments de défaitisme;

Aspirations au développement des connaissances

Les jeunes ont soif d'étudier et aspirent à l'enseignement de qualité. En face se dressent des défis de taille: la surpopulation des salles de classes, le manque de matériel, la pauvreté qui génère des abandons et des échecs scolaires, des exclusions des plus démunis, des vulnérables et des inégalités entre les sexes ;

Il s'agit donc de :

- Doter le système éducatif de matériel didactique suffisants; former et mettre à niveau périodiquement les enseignants pour maintenir et améliorer leur formation initiale;
- Réduire les inégalités par des infrastructures scolaires dans les zones défavorisées, réduire les distances pour que les enfants qui parcourent de grandes distances pour aller à l'école, pour qu'ils aient le temps de réviser leurs leçons à la maison;
- Mobiliser des partenariats en faveur des initiatives spécifiques pour les plus frappées par l'abandon scolaire, les filles, les plus pauvres et les orphelins, les enfants vivants avec un handicap;
- Primer les talents et inciter à la compétition par des concours et primes d'excellence;
- Mettre en place un système de pré-orientation scolaire permettant d'engager plutôt une réflexion personnalisée, de corriger et prévenir des erreurs d'orientation;

Perspectives professionnelles

L'étude a mis en lumière les différentes carrières professionnelles auxquelles les jeunes aspirent. Ils sont cependant habités par des angoisses de sortie du système éducatif sans débouchés professionnels

à l'horizon, et de se retrouver démunis face au chômage et au désœuvrement ;

Il s'agit donc de:

- Créer des passerelles entre l'école et le monde du travail, pour familiariser les jeunes avec l'emploi, des visites guidées et des stages d'initiation ;
- Mettre en place un système d'information et d'orientation sur l'emploi, pour donner plus de lisibilité aux procédures de recrutement, susceptibles d'aider les jeunes en général et en particulier les femmes et jeunes filles, à envisager la recherche d'emploi avec confiance et optimisme;
- Envisager la meilleure voie pour tirer profit du capital humain que constitue le niveau élevé de jeunes désireux de s'engager dans des secteurs sociaux dont les compétences font défaut (santé et enseignement);
- Elargir le champ des informations sur les offres existantes tout en susciter d'autres vocations professionnelles ;
- Encourager par des discriminations positives, les jeunes des milieux défavorisés pour qu'ils prennent confiance qu'aucune porte n'est fermée à leur avenir professionnel;

Développement de compétences dans les nouvelles technologies

Les résultats de la recherche ont montré que la pénétration des nouvelles technologies de la communication (NTC) permet à des jeunes d'accéder à des compétences auparavant inaccessibles mais que le chemin est encore long pour la plus grande majorité.

Il importe de :

- Mobiliser de nouveaux partenariats pour appuyer les efforts existants en vue de rendre accessible l'ordinateur et l'internet en milieu rural, la démocratisation de l'utilisation des technologies de l'information et de la communication dans les écoles, en particulier dans les niveaux inférieurs du système éducatif;
- Veiller à ce qu'un pan important de la jeunesse ne reste pas en marge des NTC et que celles-ci ne génèrent de nouvelles inégalités encore plus grandes dans le développement des connaissances et des compétences, dans l'accès au marché du travail, dans le pays mais aussi au sein de l'East-African Community;

Ouverture et intégration régionale

Les jeunes ont besoin d'avoir de nouvelles idées, d'acquérir de nouvelles connaissances et d'élargir leurs perspectives spatiales.

- Il faudrait explorer toutes les opportunités susceptibles de donner aux jeunes, la possibilité de découvrir de nouveaux horizons, d'enrichir leurs connaissances et leur développement personnel, par des opportunités de voyages d'étude dans les pays de la région, à travers notamment des activités culturelles à l'échelle régionale, des compétitions, des opportunités diverses, etc.

Développement des compétences humaines, engagement actif et participation citoyenne

Le niveau fort élevé de la fierté patriotique des jeunes et leur attachement aux valeurs civiques et morales les prédisposent à prendre une part active dans la vie de la cité et les appelle à les impliquer davantage à coopérer et à participer. Les jeunes demandent non pas seulement à être considérés comme des Burundais de demain, mais veulent être à la table de discussion des enjeux du présent et du futur.

Il importe de:

- Organiser des journées communales, des journées parlementaires dédiées périodiquement aux jeunes, comme moyen d'éducation aux processus de prise de décisions, mais aussi d'améliorer la qualité des relations;
- Instituer des dispositifs institutionnels fictifs ayant le but d'entraîner les jeunes à l'exercice précoce des responsabilités, à travers des jeux d'entraînement au leadership, la simulation du rôle de parlementaire ou d' élu local ou communal, comme une première expérience pratique de leaders qu'ils seront demain; les initier à la participation dans la vie publique, au sein de l'espace scolaire, de la communauté, et les motiver aussi à se porter candidats dans leur vie adulte;
- Mettre en place des cadres d'apprentissage de la communication non violente, de résolution non violente de conflits, de débat contradictoire pour s'exercer à prendre en compte le point de vue des autres, à construire des consensus sur des enjeux qui intéressent la société ou la communauté ;
- Proposer des activités sportives et culturelles de socialisation des jeunes, associant les jeunes de communautés scolaires et non scolaires;
- Promouvoir des activités de bienfaisance et de bénévolat des jeunes, de solidarité en

faveur des plus démunis et vulnérables, en vue de promouvoir le retour à la solidarité traditionnelle ;

Engagement dans des partis politiques

Les partis politiques sont associés aux élections qui sont devenues l'occasion de conflits extrêmes dans certains cas, et qui peuvent mettre en danger la paix et la stabilité du pays ainsi que la cohésion nationale.

Il s'agit de:

- Concevoir des cadres de dialogue entre jeunes des partis politiques et les impliquer dans des campagnes d'éducation à la tolérance politique, en particulier en périodes électorales;
- Promouvoir des initiatives de formation de pépinières de futurs leaders de partis politiques, en les initiant aux pratiques démocratiques, pour avoir les capacités de devenir des acteurs de changement dans le futur ;
- Encourager la discrimination positive en faveur de la participation des filles dans les organes des partis politiques ou des organisations des jeunes de partis politiques;

Accès à l'information

Les résultats de la recherche montrent qu'il existe un vrai problème de presse et une dépendance à l'information transmissible de bouche à oreille.

- Il faudrait promouvoir la création de journaux scolaires ou journaux communautaires, la culture de la lecture et le goût de l'information, l'éducation aux médias ;
- Apprendre aux jeunes à vérifier les faits, à faire preuve de sens critique, être capable de discerner et de résister aux rumeurs;

Conception de l'égalité entre les sexes

Les résultats la recherche montrent des inégalités déjà bien installées dans les esprits des jeunes, garçons et filles, à la veille de leur entrée dans la vie active ou adulte, ce qui comporte le risque de les faire perdurer longtemps encore et les transmettre aux générations futures.

Il s'agit de:

- Identifier les obstacles qui limitent les perspectives d'avenir des filles et les mesures susceptibles de supprimer les inégalités entre les sexes, que ce soit dans l'éducation familiale, scolaire et académique, dans le monde du travail, sur la question de l'héritage

ou l'égalité des responsabilités domestiques, identifier tous les stéréotypes négatifs et proposer des solutions ;

- Promouvoir pour cela des cadres spécifiques pour filles, des espaces sécurisants où elles pourraient discuter entre elles, de leurs besoins et leurs aspirations, sans crainte d'être intimidées ou stigmatisées;

2. Les pistes d'actions les plus prioritaires

A l'issue de cette recherche, un forum national de restitution des résultats a été organisé du 21 au 22 Décembre 2017. Celui-ci a réuni deux cents (200) participants représentatifs de la jeunesse enquêtée, mais aussi des autres groupes de la société, les acteurs socio-politiques et professionnels, les représentants de toutes les collectivités. La première journée a été réservée aux jeunes pour valider les résultats de la recherche. Par la même occasion, ils ont choisi parmi les pistes d'actions, celles qui leur tiennent le plus à coeur selon le degré de priorité. Pour ce faire, un vote a été organisé, et à l'issue du dépouillement des bulletins, les dix (10) recommandations suivantes ont obtenu le plus de voix, sans pour autant minimiser l'importance des autres pistes d'actions mises en avant ci- haut:

1. Renforcer l'esprit d'entrepreneuriat : l'orientation de toute personne commence dès le bas âge. Dès la 6ème année d'enseignement, il faudrait apprendre déjà à l'enfant des choses élémentaires à même de l'ouvrir sur le monde qui l'entoure. A l'école secondaire, l'élève devrait être déjà capable d'opérer aisément un choix parmi plusieurs options.
2. Développer et promouvoir les capacités des jeunes à faire des recherches sur les crises du passé non documentées (les zones d'ombres des événements douloureux, les expériences de solidarité positive) afin de contribuer à la reconstitution de la vérité sur l'histoire conflictuelle burundaise.
3. Doter le système éducatif de matériel didactique suffisant, former et mettre à niveau périodiquement les enseignants pour maintenir et améliorer leur formation initiale;
4. Initier les jeunes à la participation dans la vie publique au sein de l'espace scolaire et de la communauté à travers des jeux d'entraînement au leadership, la simulation du rôle de parlementaire ou d'élu local ou communal comme moyen d'éducation aux processus de prise de décisions. Cette première expérience pratique a pour but d'initier les jeunes à la participation dans la vie publique et les motiver à se porter candidats dans leur vie adulte.
5. Concevoir des cadres de dialogue entre les jeunes et en particulier les jeunes des partis politiques pour les initier aux valeurs renforçant l'éducation citoyenne et l'esprit de tolérance dans la société.

6. Développer et informer la jeunesse sur le domaine agro-pastorale. L'Etat et les autres acteurs devraient soutenir davantage ce secteur qui fait vivre le gros de Burundais et le rendre attractif pour les jeunes éduqués.
7. Revoir les programmes d'éducation scolaire pour qu'ils répondent aux besoins d'aujourd'hui. Les expériences d'ailleurs devraient inspirer la révision des programmes scolaires pour que le pays se mette au diapason des pays avancés sur le plan éducatif.
8. Mettre en place des cadres d'apprentissage à la communication non violente, de résolution pacifique des conflits et de débat contradictoire pour s'exercer à prendre en compte le point de vue des autres;
9. Ce travail de recherche sur les aspirations des jeunes devrait impliquer les jeunes burundais de la diaspora, pour que les défis auxquels ils font face ainsi que leurs désidératas soient connus et portés à la connaissance du public, et que les solutions proposées prennent en compte cette catégorie de Burundais.
10. Offrir aux jeunes des opportunités de voyages d'étude dans les pays de la région, à travers notamment des activités culturelles à l'échelle régionale, des compétitions etc. afin de découvrir de nouveaux horizons et d'enrichir leurs connaissances

ANNEXES

Annexe 1 : Liste des Focus Groupes consultés

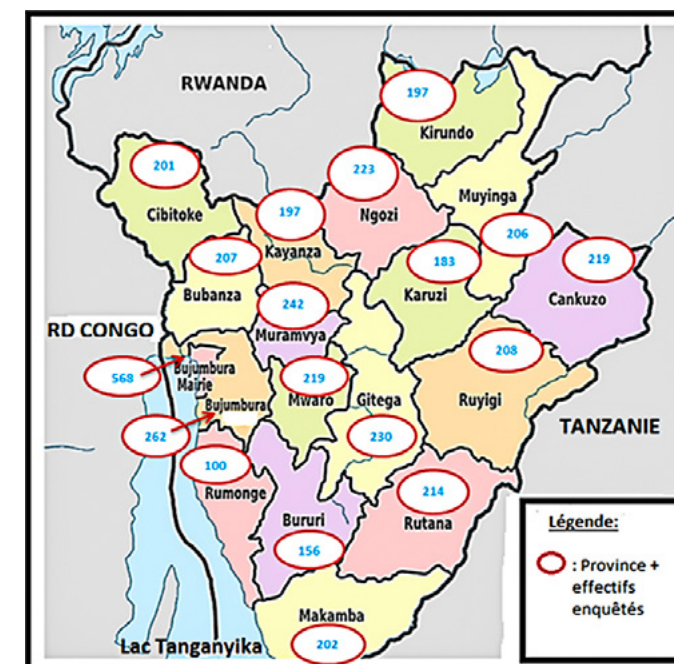
REGION	FG avec les Jeunes scolarisés	FG avec les Jeunes non scolarisés
Nord	FG Lycée de la Comibu de Kayanza FG Université de Mwaro FG Lycée Busiga	FG Giteranyi FG Busoni
Sud	FG Petit Séminaire de Buta	FG Rumonge FG Mabanda FG Rutana
Centre-Est	FG ETP Gitega FG ITAB Karusi FG Lycée Muyaga	FG Ruyigi FG Gitega
Ouest	FG Lycée Bukeye FG Lycée Maranatha de Kivoga	FG Isare FG Mugina FG Gihanga
Bujumbura Mairie	FG Centre Akamuri FG Université Lumière de Bujumbura FG Enfants de la rue FG Lycée de la Convivialité Kanyosha FG Ecole Normale Supérieur	FG Jeunes Chômeurs

Annexe 2 : Nombre de Jeunes interviewés par province lors de la collecte de données quantitatives

Provinces	Effectifs Par Province
Bubanza	207
Bujumbura	262
Bururi	156
Cankuzo	219
Cibitoke	201
Gitega	230
Karuzi	183
Kayanza	197
Kirundo	197
Makamba	202
Muramvya	242
Muyinga	206
Mwaro	219
Ngozi	223
Rutana	214
Ruyigi	208
Bujumbura Mairie	568
Rumonge	100
Total général	4034

Selon le sexe, le nombre des jeunes enquêtés se répartissent comme suit : 45,8% sont des jeunes de sexe masculin et 54,2% de sexe féminin.

Annexe 3 : Cartographie de la collecte de données



Annexe 4 : Bibliographie

Décret-loi N°1/19 du 10 septembre 2013 portant Organisation de l'Enseignement de Base et Secondaire

Décret N°100/92 du 31 Mai 2010 portant création, organisation et fonctionnement d'une agence burundaise pour l'emploi des jeunes ABEJ

ISTEEBU, Projection de la population. Projections démographiques 2010-2050. Disponible sur <http://www.isteebu.bi/index.php/publications/rapports-d-enquetes/projection-de-la-population>

ISTEEBU, Rapport des projections démographiques 2008-2030, p.18). Disponible sur <http://www.isteebu.bi/images/rapports/projection%20de%20la%20population%20bdi%202008-2030.pdf>

Journal Iwacu, Le Président de la République lance le programme d'éducation et de formation patriotique. Disponible sur

<http://www.iwacu-burundi.org/le-president-de-la-republique-lance-le-programme-deducation-et-de-formation-patriotique/>

Observatoire National des Ressources Humaines en Santé au Burundi, Profil de ressources humaines en santé du Burundi, Janvier 2012. Disponible sur http://www.nationalplanningcycles.org/sites/default/files/planning_cycle_repository/burundi/profil_rh_vf_22_janvier_20121.pdf

Publication de Presse Burundaise, Faculté de Médecine au Burundi: Concours d'entrée. Disponible sur <http://www.ppbdi.com/index.php/ubumwe/imibano/1219-faculte-de-medecine-au-burundi-concours-d-entree>

République du Burundi, Plan sectoriel de l'éducation du Burundi 2012-2020. Disponible sur <http://www.globalpartnership.org/fr/content/plan-sectoriel-education-burundi-2012-2020>, p.12

Rorisang Lekalake et E. Gyimah-Boadi, La participation politique est à la traîne chez les jeunes d'Afrique, Synthèse de Politique No. 34, Afrobaromètre | Août 2016.

UNESCO, Données mondiales de l'Education. 7e édition, 2010/11 . Disponible sur http://www.ibe.unesco.org/fileadmin/user_upload/Publications/WDE/2010/pdf-versions/Burundi.pdf

United Nations-Economic Commission for Africa, Country Profile - Burundi, March 2017. Disponible sur https://www.uneca.org/sites/default/files/uploaded-documents/CountryProfiles/2017/burundi_cp_eng.pdf

Site web :

<http://www.telecom-marketresearch.com/burundi-telecoms-mobile-and-broadband-statistics-and-analyses>, March 2016

<http://www.internetworldstats.com/af/bi.htm>, Mars 2017



Photo 17 : Dans un chantier de bâtiment à Muramvya, cette femme travaille comme manœuvre, Muramvya, Novembre 2015



**Centre d'Alerte et de Prévention des Conflits
(CENAP)**

Building de la LONA, Boulevard de l'Indépendance
B.P 90 Bujumbura, Burundi
Email: cenap@cenap.bi
Tél: +25722247675

www.cenap.bi



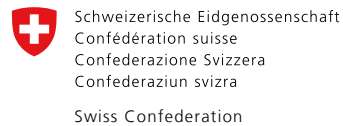
**Interpeace,
Bureau Régional pour l'Afrique centrale et orientale**

Priory Place, Argwings Kodhek Road,
P.O. Box 14520 – 00800 Nairobi, Kenya.
Email: eca@interpeace.org
Tél: +254202655228

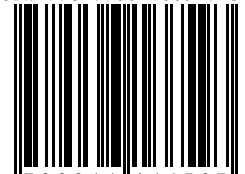
www.interpeace.org



Grâce au soutien de :



ISBN 978-9966-1665-9-3



9 789966 166593